

Lettre d'information syndicale du RESU

FÉVRIER 2024

NUMÉRO 7

[La politique des médias publics du RESU](#)

Dans ce numéro

Bienvenue dans le numéro de février 2024 de la lettre d'information syndicale du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU). Nous y présentons la réunion de solidarité syndicale internationale du 22 février à Kiev, organisée par les deux principales instances syndicales ukrainiennes, la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) et la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU).

Nous demandons également ce que la deuxième année d'invasion russe a signifié pour la société ukrainienne et ses travailleurs et nous fournissons nos mises à jour habituelles sur les luttes des travailleurs, des communautés et des étudiants.



Paris, le 24 février. Banderole des huit organisations syndicales de l'Intersyndicale française de solidarité avec l'Ukraine

Contenu

Dossier : Conférence de Kiev - La solidarité syndicale après deux ans de guerre	2-13
Déclarations syndicales à l'occasion du deuxième anniversaire de la guerre totale	14-17
Retour sur la deuxième année de guerre	18-31
Lutte des travailleurs en Ukraine	32-33
Lutte des communautés en Ukraine	34
Luttes étudiantes en Ukraine	35-36
Autres nouvelles et analyses sur l'Ukraine	37
Solidarité avec les travailleurs et les syndicats ukrainiens	38-44
Bélarus	45

Dossier : La solidarité syndicale après deux ans de guerre

Conférence internationale de solidarité syndicale de Kiev

1. Syndicats ukrainiens : Deux ans de guerre totale : défis, priorités et soutien supplémentaire

Source : Site web de la KVPU

(25 février 2024) À la veille du deuxième anniversaire de l'invasion armée massive de l'Ukraine par la Russie et du dixième anniversaire de l'agression non provoquée de la Russie contre notre pays, qui a commencé par l'annexion de la Crimée et l'occupation de certains territoires des régions de Donetsk et de Louhansk, la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) et la Fédération



des syndicats d'Ukraine (FPU), avec le soutien de la Confédération syndicale internationale (CSI), de la Confédération européenne des syndicats (CES), du Bureau des activités pour les travailleurs de l'Organisation internationale du travail (ACTRAV) et de la Fondation Friedrich Ebert, organisent une conférence sur le thème de la liberté syndicale, avec le soutien de la Confédération syndicale internationale (CSI), de la Confédération européenne des syndicats (CES), du Bureau des activités pour les travailleurs de l'Organisation internationale du travail (ACTRAV) et de la Fondation Friedrich Ebert, ont organisé une réunion de solidarité internationale intitulée "Syndicats ukrainiens : deux ans de guerre à grande échelle : défis, priorités et soutien supplémentaire" le 22 février 2024.

Avec le soutien des centrales syndicales internationales situées dans 170 pays du monde, l'événement a été retransmis par vidéoconférence à 200 millions de syndiqués.

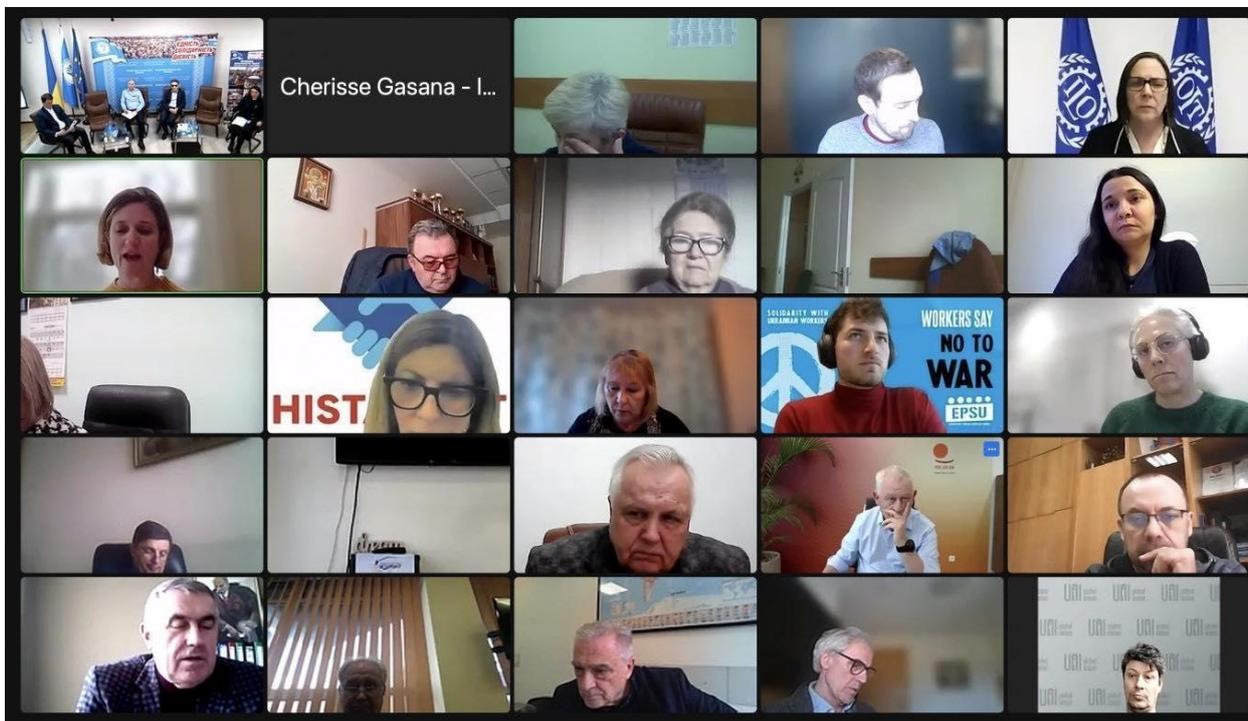
La réunion de solidarité a débuté par une minute de silence, au cours de laquelle les personnes présentes dans la salle et les représentants des syndicats internationaux participant à l'événement en ligne ont rendu hommage à la mémoire des soldats ukrainiens et de tous les membres des syndicats qui ont donné leur vie pour défendre l'Ukraine, ainsi qu'à tous les civils - enfants, femmes, hommes

- tués et torturés par les occupants russes et aux travailleurs tués dans les bombardements sur leur lieu de travail.

Après l'hommage, les hôtes de la réunion, la vice-présidente de la KVPU Natalia Levvytska et le représentant de la FPU Vasyl Andriiev, ont invité les dirigeants de la KVPU Mykhailo Volynets et de la FPU Hryhoriy Osovyi à prendre la parole. Ils ont remercié les frères et sœurs syndicalistes du monde entier pour leur solidarité et leur assistance aux Ukrainiens dans la lutte pour la liberté, l'intégrité territoriale et la paix contre l'agression russe et les crimes de guerre brutaux, ainsi que contre le génocide du peuple ukrainien.

Les syndicats ukrainiens ont pris l'initiative de cet événement pour rappeler au monde entier le prix que les Ukrainiens paient pour leur indépendance, la défense de la démocratie et des valeurs européennes, et pour sensibiliser la communauté mondiale aux problèmes auxquels sont confrontés les citoyens et les syndicats ukrainiens, ainsi que tous ceux qui, armés et risquant leur vie sur les lignes de front et dans la ligne de feu des occupants russes, s'approchent de la Victoire.

Après la projection d'une vidéo préparée par la KVPU sur le travail de ses membres pendant la guerre, le dirigeant de la KVPU, Mykhailo Volynets, a souligné que la Confédération a toujours



lutté pour la liberté et l'indépendance de notre pays, la vie décente et les droits du travail des travailleurs, et continue ce travail malgré la guerre et toutes les difficultés. Le dirigeant de la KVPU a appelé les syndicalistes du monde entier non seulement à continuer à aider l'Ukraine, mais aussi à la renforcer afin de vaincre les occupants russes qui menacent l'ensemble du monde démocratique.

Les vidéos de la KVPU et de la FPU contenant des discours de syndicalistes servant actuellement dans les forces armées ukrainiennes et défendant le pays les armes à la main ont également ému les personnes présentes à la réunion et le public en ligne dans notre pays et à l'étranger.

Les discours du chef de la Confédération des syndicats indépendants de la région de Donetsk, Dmytro Zelenyi, de la responsable de l'organisation primaire du syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine à la mine de Toshkivska de PJSC "Pervomaiskivuhillya" dans la région de Luhansk, Lydia

Halkina, et de la responsable adjointe du syndicat "Metallist" à Kamyanske, dans la région de Dnipropetrovsk, Svitlana Kuzminikh, n'ont pas été moins émouvants.

De la FPU, les personnes suivantes ont parlé de la vie et du travail en temps de guerre : le chef de l'organisation primaire de l'Union des métallurgistes et des mineurs d'Ukraine à PJSC "ArcelorMittal Kryvyi Rih" Natalia Marynyuk, le chef du comité régional de Donetsk des travailleurs de l'éducation et de la science d'Ukraine Tetiana Zamorska, le chef du syndicat des travailleurs de l'énergie nucléaire et de l'industrie d'Ukraine Valeriy Matov, et le chef de l'Association des syndicats de la région de Kharkiv, Serhiy Teslenko.

Des représentants d'organisations internationales se sont adressés aux participants à l'événement par liaison vidéo, en particulier : le secrétaire général de la CSI, Luc Triangle ; la secrétaire générale de la CES, Esther Lynch ; le secrétaire confédéral de la CES, Ludovic Voet ; la directrice du Bureau des activités pour les travailleurs de l'OIT (ACTRAV), Maria Helena Andre ; la directrice du département international de l'AFL-CIO, présidente adjointe de la CSI, Cathy Feingold ; le secrétaire général adjoint d'IndustriAll, Kemal Özkan ; Britta Lejon, présidente de l'Union des fonctionnaires (ST) en Suède ; le président de l'Internationale des services publics Jan Willem Goudriaan ; la secrétaire générale du Syndicat européen des services publics Bea Bruske, présidente du Congrès du travail du Canada ; Lone Ilum Christiansen, directrice de l'Agence danoise de développement syndical ; la secrétaire internationale de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), Hélène Debore, et d'autres encore.

L'intervention du responsable du département international de la Confédération générale du travail (CGT), Pierre Coutaz, qui a conclu son discours en ukrainien, promettant, comme tous les orateurs précédents, une assistance et un soutien complets pour parvenir à la victoire sur l'ennemi, a été particulièrement bien accueillie par les syndicalistes ukrainiens.

Les Ukrainiens ont également reçu avec gratitude le discours adressé à la communauté mondiale par la coordinatrice internationale de l'Union générale des travailleurs (UGT) de Catalogne, Catalina Llibre. Elle a souligné que l'UGT Catalunya travaille pour la paix, rejette et condamne fermement l'invasion russe de l'Ukraine, et est convaincue que le droit des peuples à se défendre contre les



agressions extérieures est un droit naturel inaliénable et que nous devons tous ici travailler pour aider nos collègues syndiqués qui souffrent.

A la fin de l'événement, les dirigeants de la KVPU et de la FPU ont remercié tous les participants pour leur participation à la réunion, pour leur solidarité et leur travail commun, ainsi que pour leur aide efficace. Ils ont appelé les syndicats du monde entier à utiliser leurs capacités pour diffuser largement la déclaration de la FPU et de la KVPU à l'occasion du deuxième anniversaire du début de l'invasion militaire russe à grande échelle.

2. Discours à la conférence de la coordinatrice internationale de l'UGT Catalogne, Catalina Llibre

Sources : [Site web de l'UGT](#). [YouTube \(en anglais\)](#)



La délégation catalane à Kiev rencontre les dirigeants et les militants de la KVPU. De gauche à droite : Alfons Bech (coordinateur syndical du RESU), Catalina Llibre (coordinatrice internationale de l'UGT) et Carlos de Pablo (secrétaire à la politique institutionnelle de l'UGT). Olesia Briazgunova, coordinatrice internationale de la KVPU, en tête de table.

L'UGT de Catalogne est une organisation syndicale qui a plus de 135 ans d'histoire et qui est affiliée à l'UGT d'Espagne. Nous sommes l'un des principaux syndicats de Catalogne et de l'État espagnol, avec un million de membres dans notre organisation au niveau national.

L'UGT souhaite démontrer son soutien et sa solidarité avec les travailleurs ukrainiens ainsi qu'avec l'ensemble du peuple ukrainien en étant présente en personne lors de cet événement.

En Catalogne, nous avons appelé nos membres à participer à la manifestation du 24 février à Barcelone et nous avons soutenu le manifeste de la communauté ukrainienne de Barcelone.

Dès le départ, nous avons soutenu l'idée d'une action significative du mouvement syndical mondial en solidarité avec les travailleurs et le peuple ukrainien à l'occasion du deuxième anniversaire de la guerre.

Nous travaillons pour la paix, rejetons et condamnons fermement l'invasion russe de l'Ukraine. Nous sommes convaincus que le droit des peuples à se défendre contre les agressions extérieures est un droit naturel inaliénable et que nous devons tous ici nous efforcer d'aider nos collègues syndicalistes qui souffrent.

Nous devons discuter de la manière dont nous pouvons les aider et travailler ensemble pour supprimer les barrières qui limitent cette aide et nous lient les mains. Même si cela implique de revoir les positions des syndicats internationaux qui ont pu sembler valables en temps de paix, mais que les événements de ces dernières années ont rendu nécessaires.

Si les agresseurs ne respectent pas les traités internationaux et que, dans le même temps, nous imposons des limites au type d'aide que nous pouvons apporter, nous laissons la voie libre à l'impérialisme, à la barbarie et au fascisme pour qu'ils se répandent dans le monde.

En tant que membres de l'UGT, en tant que syndicalistes, la fidélité à notre tradition de lutte pour les droits de l'homme, les libertés et la démocratie nous oblige à faire nôtre la lutte des travailleurs d'Ukraine pour leur liberté.

Vive la classe ouvrière !

3. Solidarité internationale : Les syndicats espagnols sont ouverts à la coopération avec la FPU

Source : Centre de presse de la Fédération des syndicats d'Ukraine : Centre de presse de la Fédération des syndicats d'Ukraine

(24 février 2024) Le 22 février, au nom du président de la Fédération des syndicats d'Ukraine, Vasyl Andreyev, vice-président de la Fédération des syndicats d'Ukraine, a rencontré une délégation de l'un des plus grands syndicats espagnols, l'Union générale des travailleurs (UGT, *Unión General de Trabajadores*), avec laquelle il s'est entretenu.

Les représentants de l'UGT de Catalogne, Carlos de Pablo Torres et Cati Llibre, et le coordinateur syndical du RESU, Alfons Bech, ont participé à une conférence hors ligne des amis de l'Ukraine qui s'est tenue à Kiev, à la Maison des syndicats, le 22 février.

Ils ont eu une discussion de fond sur le développement des contacts entre l'UGT et le FPU. Tout d'abord, nos partenaires se sont intéressés à la manière dont ils pouvaient aider les syndicats et le peuple ukrainien. Ils ont souligné qu'ils souhaitaient rejoindre les organisations qui soutiennent les Ukrainiens et aider les migrants qui vivent actuellement en Espagne.

Au cours des entretiens, les collègues espagnols ont indiqué que l'UGT, ainsi que d'autres syndicats espagnols, ont établi des partenariats avec des représentants des autorités et des milieux diplomatiques du pays. La chef de la délégation, Cati Llibre, a établi des contacts professionnels avec le consul d'Ukraine à Barcelone. Elle a souligné que l'organisation qu'elle représente est prête à organiser des réunions de haut niveau qui contribueront à la formation d'une attitude et d'une politique positives à l'égard de l'Ukraine en Espagne.

Outre l'invitation à envoyer une délégation de la FPU en Espagne pour rencontrer la direction de l'UGT et son secrétaire général Pepe Álvarez (également vice-président de la CES), il a été proposé d'élargir les contacts politiques et diplomatiques afin de diffuser des informations véridiques sur la guerre en Ukraine auprès de la population espagnole et d'augmenter le nombre de partisans de l'Ukraine dans le pays.



Les représentants de l'UGT Carlos de Pablo et Cati Llibre (au centre) avec le coordinateur syndical du RESU Alfons Bech (à gauche) et le président adjoint de la FPU Vasyl Andreyev (à droite).

Vasyl Andreyev a souligné que dans leur intervention à la conférence de Kiev, les délégués de l'UGT ont mis en avant le fait que dans la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, l'agresseur n'a pas de limites, ni en termes de moyens, ni en termes de méthodes de guerre. En revanche, le pays défenseur est soumis à des restrictions et à des obligations, notamment en ce qui concerne l'utilisation des armes, etc. Cela encourage évidemment l'ennemi sanguinaire à poursuivre ses violences, non seulement en Ukraine, mais aussi dans d'autres pays de l'UE. L'Ukraine a donc besoin d'aide pour se défendre et protéger l'Europe d'une guerre sanglante.

Nos amis espagnols ont souligné que les résultats de la réunion entre les représentants de nos syndicats respectifs pourraient renforcer la position du gouvernement espagnol, notamment par la participation de ses représentants à la Conférence sur la reconstruction de l'Ukraine, qui se tiendra cet été à Berlin. Il s'agit notamment de défendre lors de cette conférence la position des syndicats sur la nécessité de créer des conditions de travail appropriées pour les travailleurs qui participeront à la reconstruction de l'Ukraine après la guerre, ainsi que d'aborder un certain nombre d'autres questions importantes pour les travailleurs.

Les collègues espagnols ont également suggéré que la coopération future devrait inclure le développement de liens intersectoriels, par exemple entre les syndicats de métallurgistes d'Espagne et d'Ukraine et entre les secteurs de l'énergie et de l'agriculture et d'autres secteurs, ainsi que l'assistance aux syndicats ukrainiens pour l'acquisition de nouvelles connaissances et compétences pour leur travail dans le cadre de l'Union européenne.

4. Les travailleurs ukrainiens ont besoin de l'aide internationale pour survivre

Témoignage d'Alfons Bech, coordinateur syndical du RESU

Source : [Sin Permis](#)

(24 février 2024) Je suis à Kiev depuis quatre jours. Je fais partie d'une délégation de solidarité internationale organisée par la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) et la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU). Le 22 février, il y a deux jours, nous avons tenu une conférence, à moitié virtuelle et à moitié en face à face, au siège de la FPU. Elle était soutenue par la Confédération européenne des syndicats (CES) et la Confédération syndicale internationale (CSI) et de nombreux syndicats nationaux y ont participé. La liste est longue et je ne l'ai pas sous la main mais, pour mémoire, 191 personnes au total y ont participé.

La seule délégation internationale physiquement présente dans le hall de la maison des syndicats de la place Maidan était celle de l'Union générale des travailleurs (UGT) de Catalogne, envoyée avec le soutien de l'UGT de l'État espagnol. Le secrétaire général de l'UGT, Pepe Álvarez, est également vice-président de la CES.

Toutes les interventions des délégués internationaux ont montré leur soutien à l'Ukraine et à ses syndicats. Venus d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Australie, ils ont transmis des messages de solidarité en souhaitant que les travailleurs puissent bientôt bénéficier de meilleures conditions.

A la fin de l'événement, le président de la FPU, Hryhoriy Osovyi, a pris une initiative personnelle et a demandé à ses délégués de patienter. Il a ensuite sorti une valise contenant un drone et a déclaré qu'en tant que syndicat, la FPU faisait don de cet appareil afin d'aider à sauver la vie de collègues de son syndicat et d'autres travailleurs qui se trouvent sur la ligne de front pour défendre l'Ukraine. Ce fut un acte intime et solennel, avec des photos et des vidéos du drone et des personnes présentes.

Rencontre avec les cheminots

Aujourd'hui, samedi 24 février, deux ans après l'invasion et le début de la guerre, je suis allé voir les cheminots, en particulier le camarade Oleksandr Skyba, chef du syndicat libre des cheminots d'Ukraine (VZU), affilié à la KVPU, au dépôt de Darnytsia (Kiev). Nous nous étions rencontrés pour la première fois à Lviv en mai 2022, et il m'avait promis de me présenter à d'autres camarades cheminots lors de mon prochain passage à Kiev. Il y avait Oleg Shkoliar, dirigeant de la VZU, et sa collègue Natalia Zemlianska, de l'Union des fabricants, des petits entrepreneurs et des travailleurs migrants, affiliée au FPU, qui organise les travailleurs des services ferroviaires et des entreprises auxiliaires, pour la plupart des travailleurs occasionnels, en particulier des femmes.

Tous voulaient savoir ce que faisaient les cheminots en Catalogne et en Espagne, et comment ils voyaient la situation en Ukraine. Pour eux, la vie sous la guerre a beaucoup changé. Tout d'abord, ils doivent continuer leur travail de service public, qui est essentiel, tant pour le transport des personnes que pour l'armée, car le transport aérien ne fonctionne pas en Ukraine. Mais les syndicalistes doivent aussi défendre leurs membres dans une situation où la guerre est parfois exploitée pour permettre à l'entreprise et à l'Etat d'abandonner leur responsabilité vis-à-vis de leurs travailleurs. Sans parler du sort des familles déplacées et des travailleurs fuyant les zones détruites.

Un exemple de l'ampleur de cette situation critique de négligence est le manque d'équipement dans de nombreux endroits sur les lignes de front. Des articles de base tels que des gilets pare-balles, des

gants, des chauffe-mains ou des manteaux épais doivent être trouvés par les soldats eux-mêmes. Ils m'expliquent à quel point certains appareils électroniques sont nécessaires à leur survie dans la guerre actuelle. Comme ils ne peuvent ni protester ni faire grève en raison de la loi martiale, ils n'ont aucun moyen de se plaindre au gouvernement, surtout lorsqu'ils sont en première ligne.

Ils me racontent le cas d'un collègue cheminot qui est mort il y a quelques jours parce que sur le front où il se trouvait, ils n'avaient pas un simple appareil pour se connecter à l'internet. C'est pourquoi ils n'ont pas su que des missiles étaient tirés sur leur position et qu'en conséquence plusieurs jeunes soldats ont été tués. Et ils me demandent de les aider, d'expliquer à nos syndicats pourquoi ils ont besoin de ce genre de matériel. Il ne s'agit pas d'une arme directement offensive, mais d'un armement nécessaire pour sauver la vie de ceux qui résistent à un ennemi bien supérieur en matériel et en nombre. Sans cette aide des syndicats internationaux, me dit-on, "nous sommes condamnés".

Renforcement du moral des troupes

La conférence des syndicats et des syndicalistes a donné un bon coup de fouet au moral de tous les participants ukrainiens. Cependant, Natalia Zemlianska me disait aujourd'hui qu'il ne suffisait pas de faire une bonne déclaration de temps en temps, il fallait plus que de bonnes paroles. La situation militaire domine la scène et les travailleurs sont les premiers à comprendre qu'ils doivent résister et chasser l'ennemi impérialiste russe. C'est pourquoi Natalia souhaite que nous, syndicats occidentaux, tendions la main pour toucher le cœur de notre gouvernement et lui donner les armes dont il a besoin et qu'il n'a pas. Nous devons faire quelque chose, car des travailleurs meurent chaque jour et le premier droit des travailleurs est de défendre leur propre vie et celle de leur famille. Sans ce droit, peuvent-ils défendre les autres ?

La coordinatrice internationale de l'UGT catalane, Cati Llibre, a peut-être mis le doigt sur ce point sensible lorsqu'elle a déclaré dans son discours, le dernier avant la clôture de l'événement :

"Nous travaillons pour la paix, nous rejetons et condamnons fermement l'invasion russe de l'Ukraine. Nous sommes convaincus que le droit d'un peuple à se défendre contre une agression extérieure est un droit naturel inaliénable et que nous devons tous ici travailler pour aider nos frères et sœurs syndicalistes qui en souffrent. Nous devons mettre sur la table la manière dont nous pouvons les aider et travailler ensemble pour supprimer les barrières qui limitent cette aide et qui nous lient les mains. Même si cela implique de revoir des positions syndicales au niveau international qui ont pu sembler valables en temps de paix mais que les événements de ces dernières années obligent à réviser.

"Si les agresseurs ne respectent pas les traités internationaux et que, dans le même temps, nous fixons des limites au type d'aide que nous pouvons apporter, nous laissons une voie très large à l'impérialisme, à la barbarie et au fascisme pour qu'ils se répandent dans le monde entier.

"En tant que membres de l'UGT, en tant que syndicalistes, fidèles à notre tradition de lutte pour les droits de l'homme, les libertés et la démocratie, nous sommes tenus de faire nôtre la lutte des travailleurs ukrainiens pour leur liberté.

5. Déclaration commune de la FPU et de la KVPU à l'occasion du deuxième anniversaire du début de l'invasion militaire massive de l'Ukraine par la Russie

Le 24 février 2024 marque le deuxième anniversaire du début de l'invasion militaire à grande échelle de l'Ukraine par la Fédération de Russie, qui s'est transformée en la plus grande guerre en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

L'invasion à grande échelle de février 2022 s'inscrit dans la continuité du crime contre la paix, les principes fondamentaux et les normes du droit international commis lors de l'occupation temporaire de la République autonome de Crimée, de la ville de Sébastopol et de certaines régions de Donetsk et de Louhansk, en Ukraine, en 2014.

La Russie a montré le vrai visage du "monde russe" : agression, meurtres barbares, viols, terreur, chantage nucléaire, actes de génocide et autres crimes odieux qui dépassent l'imagination de tout être humain. La seule raison de tout cela est la tentative de faire revivre l'"Empire russe".

La guerre d'agression du régime russe a détruit la vie de millions d'Ukrainiens, rasant leurs maisons et leurs lieux de travail et les forçant à chercher refuge dans d'autres régions de l'Ukraine et au-delà. La poursuite des tirs de missiles et d'artillerie et la destruction des villes et villages ukrainiens, des infrastructures civiles d'énergie et de transport, des maisons d'habitation et des maternités, des jardins d'enfants et des écoles, des stades et des hôpitaux, des théâtres et des musées, des bâtiments syndicaux et des installations industrielles ont causé le chagrin et la douleur de centaines de milliers d'Ukrainiens. L'économie ukrainienne a subi un coup dur. Selon une évaluation conjointe du gouvernement ukrainien, du groupe de la Banque mondiale, de la Commission européenne et des Nations unies, les besoins en matière de redressement et de reconstruction de l'Ukraine, couvrant la période d'un an entre la date de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, et le 24 février 2023, s'élèvent à environ 411 milliards de dollars américains (équivalent à 383 milliards d'euros).

En se défendant et en défendant le monde démocratique tout entier contre l'agresseur russe, en sacrifiant chaque jour la vie de ses meilleurs fils et filles pour la liberté, la démocratie et l'État de droit, l'Ukraine a résisté à l'invasion russe et l'a non seulement stoppée, mais elle réussit à l'endiguer.

Actuellement, les parties des régions de Donetsk, Louhansk, Zaporizhzhia, Kharkiv et Kherson temporairement occupées par la Russie, ainsi que la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol, attendent leur libération.

Nous sommes sincèrement reconnaissants à l'Organisation internationale du travail, en particulier à ACTRAV, aux confédérations syndicales internationales et européennes et à toutes les centrales syndicales nationales qui ont été aux côtés des syndicats ukrainiens, en apportant une aide humanitaire, politique et financière à l'Ukraine, aux réfugiés internes ukrainiens et à tous ceux qui ont trouvé refuge dans vos pays.

Ce deuxième anniversaire, amer et douloureux, est également l'occasion pour tous ceux qui croient en la liberté et rejettent la violence de réaffirmer leur engagement à soutenir les courageux

défenseurs de l'Ukraine et de leur rappeler que la guerre n'est pas terminée et que l'Ukraine a besoin d'aide.

À ce stade critique de la guerre, nous appelons nos amis internationaux à renforcer leur soutien global et indispensable à l'Ukraine afin d'accélérer la paix après la défaite de l'agresseur.

Ce n'est qu'en vainquant l'agresseur russe que nous pourrons garantir une paix juste et durable en Ukraine et en Europe et empêcher qu'une telle agression ne se reproduise à l'avenir.

L'Ukraine continuera à progresser vers la victoire sur l'agression russe et poursuivra son chemin vers l'adhésion à part entière à l'UE et à l'OTAN.

Nous rendons hommage à la bravoure et à l'héroïsme des Ukrainiens et des Ukrainiennes des forces de défense et de sécurité qui défendent l'Ukraine.

Pour en savoir plus sur la conférence (en anglais), cliquez ici :

- **IndustriALL : ["La solidarité avec l'Ukraine reste forte"](#).**
- **Présentation de la FPU à la conférence : ["Syndicats ukrainiens : deux ans en temps de guerre - défis, priorités, soutien"](#).**

6. Deux vœux de solidarité pour la conférence

a. L'Union syndicale suisse (USS)



Via email:
Federation of Trade Unions of Ukraine
(FPU), Mr. Grygorii Osovyi, FPU President

Confederation of Free Trade Unions (KVPU)
Mr. Mykhailo Volynets, KVPU President

Copy:
Igor Zubcu, President PERC
Esther Lynch, General secretary ETUC/PERC
Luc Triangle, General secretary ITUC

Bern, 21 February 2024

Solidarity Letter from SGB to Ukrainian Trade Unions FPU and KVPU

Dear colleagues,

On the solemn occasion of the 22nd of February 2024, marking two years since the onset of full-scale Russian aggression against Ukraine, we, the Swiss Trade Union Confederation (SGB), extend our unwavering support and solidarity to the Ukrainian trade unions, specifically the Federation of Trade Unions of Ukraine (FPU) and the Confederation of Free Trade Unions (KVPU).

In these trying times, as Ukraine bravely confronts the genocidal onslaught orchestrated by Russia, we stand firmly by your side. The struggle for freedom, democracy, and social justice in Ukraine is not just your fight; it is a fight for the fundamental rights of all people. Your resilience in the face of adversity serves as an inspiration to the European and global labor movement.

SGB reaffirms its commitment to support Ukrainian workers and trade unions in every possible way. We condemn the unjust aggression perpetrated by the Russian regime and call for an immediate end to the Russian violence and the restoration of peace and full Ukrainian sovereignty and territorial integrity. The international community must unite in solidarity with Ukraine to uphold the principles of sovereignty, territorial integrity, and human rights.

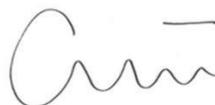
As colleagues in the struggle for democracy, peace, justice and equality, we pledge to continue amplifying your voices, raising awareness, and mobilizing resources to aid the Ukrainian people in their pursuit of dignity and freedom.

In solidarity

SWISS TRADE UNION CONFEDERATION



Pierre-Yves Maillard
President



Luca Cirigliano
Head of international affairs

b. Victorian Trades Hall Council (VTHC)



To the trade unions and people of Ukraine

22 February, 2024

The Victorian Trades Hall Council, the peak body for trade unions in Victoria, expresses its solidarity with the people of Ukraine on the second anniversary of the full-scale Russian invasion of Ukraine and ten years after Russian forces illegally occupied Crimea and the Luhansk and Donetsk regions. We especially stand in solidarity with Ukraine's trade unions and workers in their struggle against Russian aggression and against efforts by parts of Ukrainian society to take advantage of the current conflict to weaken workers' rights.

There is no justification for Russia's murderous assault. Ukrainians are entitled to make their own decisions about the future of their nation and to claim their sovereignty independent from Russian imperialism.

As trade unionists we oppose all forms of imperialism and the global far right that provides so much support to Putin. The victory of Ukraine will be a victory against the far right, and thus is in the interests of unions and workers around the world.

We express our solidarity and sympathy to all those Ukrainian workers and families who have had loved ones injured or killed, and their homes destroyed and communities devastated.

We pay tribute to the bravery, determination and sacrifice of the Ukrainian people.

The ongoing Ukrainian resistance is an inspiration for the global workers' movement, providing hope that by working together we can overcome seemingly insurmountable challenges and build a better world. We pledge to help ensure that Ukraine's workers receive all the support they need in their struggle for independence and peace.

In solidarity

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Luke Hilakari", is written over a horizontal line.

Luke Hilakari

Secretary, Victorian Trades Hall Council

LUKE HILAKARI
Secretary

AMANDA THRELFALL
Assistant Secretary

WILHELMINA STRACKE
Assistant Secretary

Trades Hall
54 Victoria Street Carlton 3054
Phone: 03 9659 3511
info@vthc.org.au
weareunion.org.au

THE VOICE OF WORKING VICTORIANS

Déclarations syndicales à l'occasion du deuxième anniversaire de la guerre totale



Déclaration de l'Intersyndicale française de solidarité avec l'Ukraine

Une paix juste et durable :

Solidarité avec la résistance des travailleurs ukrainiens !

Nos organisations appellent à se mobiliser en solidarité avec l'Ukraine en participant aux initiatives unitaires organisées en France le 24 février 2024, notamment à la marche pour l'Ukraine, à Paris (départ de la place de la République à 14 heures).

Le 24 février 2022 Vladimir Poutine ordonnait l'invasion à grande échelle de l'Ukraine donnant un coup d'accélérateur à la destruction et au dépeçage de ce pays qu'il a entrepris depuis 2014 avec l'annexion de la Crimée et de la déstabilisation du Donbass.

Ses espoirs de remporter une victoire éclair étant brisés par la résistance du peuple ukrainien, Vladimir Poutine s'est alors engagé dans une guerre d'usure où tous les coups sont permis en violation du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

Les conséquences économiques de cette guerre se font sentir partout dans le monde, alternativement menacé d'embrasement nucléaire, de catastrophe environnementale, d'inflation galopante, notamment sur les prix de l'énergie, ou de famine céréalière. La vie de centaines de millions de personnes a ainsi été bouleversée par le choix tragique de Poutine de réinviter la guerre à grande échelle sur le sol européen.

En Russie et au Bélarus, la répression musèle les voix de celles et ceux qui dénoncent la guerre et le totalitarisme de Poutine et de Loukachenko. Le mouvement syndical indépendant du Belarus est anéanti, ses responsables ont écopé de lourdes peines de prison, des rafles ont encore eu lieu dans les usines du pays fin 2023.

Face au drame vécu par les populations d'Ukraine, les organisations syndicales françaises CFTD, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, Solidaires et FSU ont aussitôt réagi par la mise en place d'une intersyndicale qui en juillet 2022, a convoyé jusqu'en Ukraine, deux véhicules neufs, à destination de nos camarades de la FPU et de la KVPU, qui les utilisent depuis pour distribuer l'aide humanitaire aux travailleuses et travailleurs et aux populations civiles.

L'action s'est poursuivie début 2023, par l'acheminement de plus d'une centaine de palettes d'aide humanitaire (radiateurs, générateurs, vivres, matériel de soin et d'hygiène ...). Ces biens ont été obtenus sous forme de dons, ou achetés grâce aux collectes organisées par les organisations syndicales françaises.

Le troisième convoi syndical vers l'Ukraine est en train d'acheminer le matériel électrogène qui doit permettre de mieux faire face aux destructions d'infrastructure civile.

Le soutien des syndicats français ne s'arrête pas à l'organisation d'aide humanitaire. Les organisations syndicales françaises sont solidaires avec les confédérations ukrainiennes FPU et KVPU qui s'opposent à l'adoption d'un code de travail ultralibéral et contraire aux engagements européens et internationaux du pays en matière des droits sociaux et des libertés syndicales.

L'Intersyndicale de solidarité avec l'Ukraine porte avec force depuis deux ans les exigences suivantes :

- La reconnaissance de la responsabilité de la Russie de Poutine dans la guerre d'agression conduite contre l'Ukraine
- La reconnaissance de la légitimité du peuple Ukrainien à se défendre contre cette agression
- La revendication d'une paix juste et durable dont le préalable doit être le retrait des troupes Russes d'Ukraine
- Une solidarité concrète aux travailleuses et travailleurs d'Ukraine et à leurs organisations syndicales tant dans leur lutte contre les réformes qui portent atteinte aux droits sociaux et syndicaux en Ukraine que dans leur lutte contre l'impérialisme Russe
- Un soutien actif aux libertés et à celles et ceux qui luttent pour la paix et leurs droits en Russie et au Belarus

L'intersyndicale française de solidarité avec l'Ukraine appelle à participer aux initiatives unitaires organisées en France le 24 février 2024, notamment à la marche pour l'Ukraine, à Paris (départ de la place de la République à 14 heures).

Solidarité avec l'Ukraine qui résiste !

Solidarité avec les travailleurs Ukrainiens qui résistent !

Respect des droits des travailleurs !

Non à la guerre de Poutine ! Troupes russes hors d'Ukraine !

Paix en Ukraine – Libertés en Russie et au Belarus !

Deux ans de guerre : La FSESP en solidarité avec les travailleurs ukrainiens

Source : site web de la FSESP

(23 février 2024) Après deux ans d'agression russe, la [Fédération syndicale européenne des services publics](#) (FSESP) réitère son soutien au peuple ukrainien. Lors de la réunion de solidarité internationale avec les syndicats ukrainiens et internationaux qui s'est tenue le 22 février 2024, le Secrétaire général de la FSESP, Jan Willem Goudriaan, a rappelé : "Nous exprimons notre entière solidarité avec les travailleurs, les syndicats et le peuple ukrainiens. Les travailleurs de la santé et des soins, les pompiers, les fonctionnaires et les travailleurs des services publics travaillent dans des

situations incroyablement difficiles. La Russie les attaque brutalement. Sans le retrait des troupes russes, la paix est hors de portée".

Au cours de ces 730 jours de guerre, plus de 10 millions d'Ukrainiens ont été déplacés, soit à l'intérieur du pays, soit en tant que réfugiés



Le Secrétaire général de la FSESP, Jan Willem Goudriaan

internationaux. Plusieurs milliers de civils et d'agents des services publics ont été tués en Ukraine, et beaucoup d'autres ont été gravement blessés. Les bombardements russes sur le territoire ukrainien rendent la situation économique et sociale plus que précaire (). L'Ukraine est aujourd'hui l'un des pays du monde où l'insécurité alimentaire est la plus forte en raison de l'inaccessibilité des sols. Des millions de personnes ont perdu leur emploi et sont tombées dans un état de pauvreté critique.

La FSESP compte [neuf affiliés](#) en Ukraine, représentant des dizaines de milliers de membres. Ces travailleurs sont confrontés à la destruction de leurs lieux de travail, de leurs locaux syndicaux et de leurs maisons.

de leurs lieux de travail, de leurs locaux syndicaux et de leurs maisons. Des travailleurs sont blessés et tués. En tant que travailleurs des services publics, beaucoup de nos membres continuent à travailler dans des conditions souvent extrêmes, dans les services de santé et de soins, dans l'eau et l'énergie, dans l'éducation et dans d'autres secteurs clés. Depuis février 2022, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a recensé près de 1 550 attaques contre des établissements de santé, qui ont fait d'innombrables morts et blessés

Reprenant les propos de l'OMS, nous insistons sur le fait que les personnels de santé doivent être protégés afin de pouvoir soigner les blessés et sauver des vies.

Les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre commis par les forces russes doivent être poursuivis sans équivoque devant la Cour pénale internationale (CPI). Nous sommes convaincus que cette guerre ne correspond pas à la volonté de la majorité des travailleurs de Russie s'ils pouvaient s'exprimer librement et démocratiquement. La FSESP souhaite que la guerre prenne fin le plus rapidement possible mais considère que seul un retrait des forces russes du territoire ukrainien peut y mettre un terme. Nous soutenons les syndicats ukrainiens qui se sont joints aux efforts nationaux pour contrer l'agression impérialiste et nous appelons à un renforcement de l'aide économique et humanitaire à l'Ukraine.

L'avenir de l'Ukraine est européen. Dans cet esprit, l'Ukraine aura besoin d'unité pour une reconstruction nationale fondée sur le respect des droits des travailleurs et le dialogue social comme base d'une nouvelle politique industrielle et de l'emploi et donc de la nécessaire relance de ses relations professionnelles. Nous regrettons que les actions des autorités ukrainiennes et des employeurs violent systématiquement les droits des travailleurs et des syndicats, ce qui peut rendre le chemin vers l'Union européenne (UE) plus compliqué et plus long. [Le nouveau projet de code du travail](#) doit être retiré immédiatement.

Les dirigeants de l'UE doivent faire comprendre au gouvernement ukrainien que le processus d'adhésion doit être fondé sur l'adhésion au dialogue social, l'implication des partenaires sociaux, ainsi que le respect total des droits syndicaux et des droits sociaux. L'augmentation du niveau d'endettement de l'Ukraine doit être résolue par l'annulation de la dette. L'UE et le Fonds monétaire international (FMI) ne doivent pas répéter les mêmes erreurs de privatisation que par le passé. L'avenir de l'Ukraine ne peut se limiter à des réformes structurelles qui accroîtront les inégalités, conduiront à des déséquilibres régionaux et affaibliront les services publics. Par conséquent, la cohésion sociale et le bien-être général de la grande majorité de la population ne seront possibles que par le biais d'un programme d'investissement social global. À ce sujet, Jan Willem Goudriaan est très clair : "Les travailleurs et les syndicats doivent être impliqués dans la construction de l'avenir de l'économie et de la société. L'aide internationale doit être liée à des conditionnalités sociales, à des conditions de travail décentes et à des conventions collectives. Cette aide ne doit en aucun cas profiter aux oligarques et créer davantage d'inégalités."

La FSESP réitère ses demandes :

- La fin immédiate des hostilités de la Russie en Ukraine et le retrait des troupes russes de tous les territoires ukrainiens occupés, conformément au droit international et à la charte des Nations unies garantissant la souveraineté de l'Ukraine. La diplomatie doit permettre d'y parvenir rapidement plutôt qu'une escalade de la guerre.
- La reconstruction de l'Ukraine doit être centrée sur les valeurs syndicales et du travail et doit contribuer à la justice sociale, à la démocratie et à une société inclusive. À la fin de la loi martiale, les droits du travail et les droits syndicaux doivent être pleinement rétablis. Nous soutenons les syndicats et les mouvements sociaux ukrainiens dans leur résistance à la libéralisation, à la déréglementation et à la privatisation des services publics.

La FSESP appelle ses membres à continuer d'exprimer leur solidarité concrète avec les travailleurs et les citoyens d'Ukraine en contribuant à notre fonds de solidarité. Les dons seront utilisés pour soutenir les syndicats locaux dans leurs efforts humanitaires.

Titulaire du compte : *Internationale des Services Publics*

Numéro de compte : 298 630 310 690 0

Code Swift : BCLRCHBB

IBAN : CH72 0844 0298 6303 1069 0

Banque Cler SA

CP 3828

CH-1211 Genève 3

SUISSE

Veillez indiquer sur vos virements "Solidarité Ukraine".

Si vous ne mentionnez pas l'Ukraine dans votre virement bancaire, veuillez informer epsu@epsu.org de votre don et préciser qu'il est destiné à l'Ukraine.

Retour sur la deuxième année de guerre

Entretien avec Denys Gorbach

Ukraine : de nouvelles divisions sociales apparaissent à mesure que la guerre s'éternise

Source : [Alternatives Economiques](#)

(24 février 2024) L'enlisement de la guerre en Ukraine pose de nouvelles questions aux pays et aux courants politiques qui veulent soutenir Kiev. Elle pose également de nouveaux défis à la société ukrainienne elle-même, traversée par de nouvelles divisions, dont certaines risquent de s'aggraver.

Pour mieux comprendre cela, et tenter de clarifier ce que le rapprochement avec l'Union européenne signifie pour l'Ukraine, nous nous sommes entretenus avec Denys Gorbach (photo), enseignant-chercheur et auteur d'une thèse sur la politisation des travailleurs en Ukraine.



Alors que les plans d'aide occidentaux à l'Ukraine sont de plus en plus difficiles à faire adopter, aux Etats-Unis comme en Europe, y a-t-il d'autres moyens d'aider Kiev que d'envoyer toujours plus d'armes ? Que pourrait faire la gauche internationale pour soutenir l'Ukraine ?

Denys Gorbach : L'envoi d'armes reste aujourd'hui le moyen le plus sûr d'aider l'Ukraine. En la matière, il faut signaler que les déclarations faites par les pays occidentaux ne sont pas toujours suivies d'effets. Le think tank allemand du Kiel Institute, [qui compare les promesses et les envois effectifs](#), a même montré une divergence croissante.

Il y a toutefois d'autres moyens de soutenir l'Ukraine. Par exemple en venant davantage en aide aux réfugiés ukrainiens, qui restent largement marginalisés au sein de leurs sociétés d'accueil – même si la plupart d'entre elles leur ont accordé un traitement de faveur par rapport aux autres exilés. Par ailleurs, certains pays européens, dont la France, n'ont pas accueilli beaucoup de réfugiés depuis le début de la guerre.

La gauche pourrait aussi sensibiliser davantage l'opinion à la cause ukrainienne. Alors que le conflit dure depuis bientôt deux ans, la réponse à la question « Pourquoi l'Ukraine mérite autant de solidarité que la Palestine ? » ne coule pas de source à gauche du champ politique français, par exemple.

On pourrait aussi réfléchir à l'allègement du fardeau de la dette ukrainienne, qui s'inscrirait dans la continuité des combats de gauche traditionnels en faveur de l'annulation des dettes des pays pauvres.

Qu'est-ce que cet allègement permettrait ?

G. : Aujourd'hui, l'aide financière envoyée à Kiev sert au fonctionnement ordinaire du pays, à la vie civile : paiement des salaires, des retraites, des prestations sociales... En effet, les aides financières européennes ne peuvent jamais servir à financer des dépenses militaires.

C'est donc l'Etat ukrainien qui mobilise une grande partie de son budget étatique pour servir son effort de guerre. En contrepartie, les Européens – et dans une moindre mesure les Américains, dont l'aide est davantage composée de matériels militaires – lui fournissent une aide pour faire face aux postes de dépense civils.

Actuellement, les volumes d'aides financières ne sont pas suffisants. Mais se pose aussi la question de leur nature : la plupart sont sous forme de prêts plutôt que sous celle de subventions, et donnent donc lieu à un remboursement d'intérêts.

Par ailleurs, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit l'ouverture d'un nouveau programme d'aide conditionnelle, sur le modèle de ce qui a été fait, et ensuite critiqué par le FMI lui-même, dans le cadre des programmes d'ajustement structurel ayant suivi la crise de la dette européenne au début des années 2010. L'Ukraine, à son tour, risque d'être la victime de ce type d'austérité imposée.

L'exigence de la gauche ukrainienne, aujourd'hui, est que l'aide destinée au pays soit accordée sans conditions et sans intérêts associés. Les bénéficiaires de la démarche sont assez évidents. Dès l'été 2024, la suspension du paiement d'intérêts par l'Ukraine décidée à l'été 2022 par le Club de Paris, qui réunit les principaux Etats créanciers, doit en effet prendre fin. L'Ukraine va donc recommencer à honorer son service de la dette dans quelques mois, ce qui devrait grever fortement son budget.

Un projet de loi visant à massifier la mobilisation militaire est actuellement en discussion au parlement ukrainien. Comment réagit la société ukrainienne ?

G. : De nouveaux clivages apparaissent au sein de la société au fur et à mesure que la guerre s'éternise. Le principal concerne la mobilisation car pour espérer faire la différence sur le plan militaire, l'Ukraine cherche à envoyer davantage de soldats au front.

Le gouvernement a donc présenté un projet de loi qui vise à élargir les conditions de mobilisation, en abaissant l'âge de l'enrôlement de 27 à 25 ans et en augmentant les sanctions pour ceux qui chercheraient à s'y soustraire. Il a été adopté en première lecture à la Rada, le parlement ukrainien, mais ne fait pas l'unanimité dans la société.

Une partie, celle des familles des militaires actuellement mobilisés, est favorable à cette nouvelle mobilisation, qui permettrait de remplacer leurs proches. Mais une autre est contre. Cet antagonisme a toutes les chances de s'aggraver : ceux qui ne sont pas encore allés au front sont de plus en plus pointés du doigt et présentés comme des lâches.

L'autre clivage important concerne les émigrés qui ont fui la guerre et qui, pour certains, ont fini par rentrer au pays. Des réfugiés, surtout des femmes, témoignent qu'elles se sont senties mal accueillies à leur retour en Ukraine.

Le ressentiment de ceux qui sont restés est encore plus fort face aux hommes en âge de combattre qui ont fui le pays, et donc la mobilisation.

L'Ukraine peut-elle remettre en marche son industrie de la défense, qui s'est considérablement affaiblie depuis la fin de l'époque soviétique ?

G. : A mon sens, c'est plus l'armée qui a été affaiblie depuis la chute de l'URSS que l'industrie en elle-même. Cette dernière se heurte toutefois en ce moment à plusieurs défis.

D'une part, elle produisait jusqu'ici davantage pour exporter que pour la consommation intérieure. Des contrats ont été passés avec la Thaïlande, le Pakistan ou encore le Kenya, par exemple.

L'industrie doit aujourd'hui réorienter sa production, et opérer en même temps une mue pour passer des standards soviétiques, sur lesquels elle était basée jusque-là, à des standards occidentaux.

Cette industrie a, d'autre part, subi un certain nombre de destructions, notamment à Kharkiv, où elle était fortement implantée. Aujourd'hui, les nouvelles entreprises du secteur sont dans l'ouest de l'Ukraine. Beaucoup sont spécialisées dans les drones, qui ont une importance majeure sur le champ de bataille.

Cette industrie est encore assez nouvelle, y compris pour les Occidentaux. Dans un futur proche, l'Ukraine vise aussi le développement d'une production de chars et d'équipements plus conventionnels.

Est-ce qu'il y a assez de main-d'œuvre pour faire marcher cette industrie qui monte en puissance ?

G. : C'est justement le grand problème. La population ukrainienne diminuait déjà avant la guerre, pour plusieurs raisons, parmi lesquelles une mauvaise situation économique qui a poussé des millions de personnes à émigrer, particulièrement depuis 2014.

A cela s'ajoute aujourd'hui la pression de la mobilisation militaire. Parmi la population en âge de travailler qui est restée en Ukraine, il y a une concurrence entre l'armée et l'industrie.

L'Ukraine n'a par ailleurs jamais eu d'immigration. La Pologne a fourni beaucoup de main-d'œuvre à l'Allemagne et à l'Angleterre au cours des années 2000, des Ukrainiens sont ensuite arrivés en Pologne dans la décennie 2010, mais personne n'est venu compenser les pertes de population en Ukraine.

Dans ce contexte, le débat autour de l'immigration prend de l'ampleur en Ukraine, mais pour l'instant seulement sous la forme d'une panique morale. On entend dire qu'il faut à tout prix faire revenir les émigrés, au risque de voir arriver d'autres populations perçues comme moins désirables.

On voit monter des craintes, en France et ailleurs dans l'UE, d'une concurrence déloyale et de dumping social en cas d'intégration de l'Ukraine au marché commun européen. En miroir, en Ukraine, comment est vue la perspective d'une adhésion à l'UE ?

G. : Depuis 2014, l'Ukraine a largement ouvert et libéralisé son économie. C'est pour cela que même la gauche ne voit pas l'intégration au marché commun d'un mauvais œil : il n'y a plus aucune législation protectionniste à sauver. C'est donc l'optimisme extrême qui domine. Et je pense qu'une partie des espoirs sont fondés. Bien que l'Union européenne ne soit pas tout à fait un paradis social, certaines régulations y sont plus avancées que dans le pays et imposent des seuils bienvenus en matière de droits humains et socio-économiques.

Un exemple : en 2014, le gouvernement ukrainien a voulu abolir les dernières régulations soviétiques dans le secteur agroalimentaire, alors que Kiev s'appêtait à signer un accord d'association avec l'UE. Il y avait cette croyance que l'Union européenne permettrait de s'affranchir des contraintes, perçues comme des résidus de l'époque soviétique.

Or Bruxelles s'y est opposé en déclarant que sans ces régulations, elle n'accepterait pas que les produits ukrainiens pénètrent le marché commun. C'est par cet épisode que les fonctionnaires libéraux se sont rendu compte que des régulations seraient nécessaires dans le cadre du rapprochement avec l'UE.

Lors de la crise récente des agriculteurs, les Ukrainiens ont été un peu surpris du discours sur les poulets ukrainiens qui envahiraient le marché français. Mais je suis plutôt favorable à ce que le

rapprochement avec l'Union européenne permette de mener des campagnes bien ciblées, pour dénoncer par exemple les pratiques salariales et environnementales de l'oligarque Yuriy Kosiuk, [qui contrôle presque à lui tout seul l'industrie de poulets ukrainiens](#). A condition, bien sûr, que ces critiques ne cachent pas un discours xénophobe.

L'Union européenne demande des avancées sur la corruption et l'Etat de droit. Voit-on déjà des progrès sur ces questions, alors que le pays est en guerre ?

G. : A mon avis, ce n'est pas le bon sujet sur lequel se concentrer. Tout le monde aime se battre contre les oligarques et la corruption. Or cela peut rapidement tendre vers une politique populiste et sans idéologie, pour le meilleur comme pour le pire.

Le politologue bulgare Ivan Krastev a beaucoup écrit sur les représentations de l'Europe de l'Est comme un espace de corruption exorbitant. Dans le même temps, la France ne pâtit pas d'une telle réputation, alors qu'une partie de sa classe politique se balade avec un bracelet électronique !

En clair, la surfocalisation sur ce thème comporte des dangers. Je pense à la Roumanie : la lutte contre la corruption a poussé le pays à l'instauration d'une myriade d'agences non élues, non responsables électoralement, qui jouissent de la confiance populaire. Sauf que cette technocratisation pose question d'un point de vue démocratique.

J'espère qu'on ne va pas en arriver là en Ukraine, d'autant que la concentration des pouvoirs dans les mains de la présidence ajoute au danger. Il faut que la lutte anticorruption reste dans le cadre démocratique.

Quelles seront les conditions d'une reconstruction sociale et environnementale réussie ?

G. : On évoque beaucoup le plan Marshall comme un modèle à suivre. Sauf qu'il est devenu réalité seulement après la fin de la guerre. En Ukraine, la question en ce moment n'est pas tant celle de la reconstruction que celle de la manière de faire tourner le pays pendant la guerre, qui menace de s'éterniser.

De nouvelles usines sont en train de s'ouvrir, mais [elles se concentrent dans la frange occidentale de l'Ukraine](#). Personne ne veut évidemment investir près du front, dans le Sud-Est. Historiquement, pourtant, c'est une zone très industrialisée où habitent des millions de personnes. Ces habitants ne peuvent être abandonnés. Mais comment faire ?

Par ailleurs, l'industrie en question en est partie obsolète parce que très polluante. Trouver des réponses à ce problème dans les mois qui viennent est un enjeu crucial.

La gauche française est prompte à critiquer l'impérialisme américain, mais rechigne parfois à dénoncer l'impérialisme russe. Pourquoi ?

G. : Pour simplifier, disons que la France est un empire, dont la dernière édition, gaulliste, a incorporé la gauche. Les Trente Glorieuses représentent à ce titre un âge d'or social-démocrate qui fait figure d'idéal auquel revenir.

En outre, tout un pan de la pensée socialiste s'est arrêté dans les années 1990 après la chute de l'Union soviétique, qui a été un épisode traumatisant pour les intellectuels de gauche. Résultat, il y a aujourd'hui à gauche un déficit de nouvelles idées sur ce sujet, ce qui pousse les politiciens comme les militants à recycler les anciennes grilles d'analyse datant de la guerre froide, selon lesquelles il existe un seul *hégémon* à combattre : les Etats-Unis.

Pourtant, le monde a changé. La Russie n'est pas l'URSS. Et ceux qui militent aujourd'hui pour un monde multipolaire doivent se rendre compte que ceux qui en bénéficient sont notamment les

régimes de Poutine en Russie, ou de Modi en Inde, qui ne sont pas exactement des modèles de démocratie.

Je vois venir les critiques m'accusant d'être à la solde des libéraux. Mais n'oublions pas qu'en s'accrochant à cette lecture géopolitique, on sacrifie des pays entiers qui ont eu le malheur d'être soutenus par les Etats-Unis.

Deuxième année de l'invasion à grande échelle : Aperçu du travail des collectifs de solidarité

Voir : <https://www.youtube.com/watch?v=cEAtXVC7i0Q>



2023, le retour des luttes sociales

Patrick Le Tréhondat

Source : Soutien à l'Ukraine Résistante, No 27, Editions Syllepse

2023 a été marqué en Ukraine par le retour de luttes sociales. En dépit de la loi martiale qui interdit tout rassemblement ou manifestation sur la voie publique, les mouvements sociaux se sont

réapproprié l'espace public pour exprimer leurs revendications. Il est à noter que dès novembre 2022, les étudiants de Lviv de l'Académie de l'imprimerie s'étaient rassemblés sur une place publique avec des pancartes pour protester contre le projet de fermeture de leur université. En décembre, le groupe féministe Bilkis tenait des piquets de protestation trois samedis de suite devant le magasin d'une marque de liqueur dont les bouteilles arboraient des femmes dénudées. Par ailleurs, Bilkis organisait en ce mois de décembre glacial des collages et distribution de tracts dans les rues de la ville.

Pour autant ces expressions ne relèvent pas d'un « défaitisme » (ou comme le disent habilement les médias occidentaux d'une « lassitude de la guerre » tronquant ainsi l'humeur publique). Selon une enquête du département sociologique du Centre Razumkov, réalisée en décembre 2023, 88 % des Ukrainiens croient en la victoire de l'Ukraine, seuls 5% des personnes interrogées en doutent. 70 % des Ukrainiens interrogés par les sociologues considèrent qu'il est important de critiquer d'éventuelles décisions erronées des autorités. Dans le même temps, 25% insistent pour éviter tout conflit politique.

Luttes sociales

Mesurer l'ampleur des luttes sociales dans les entreprises est difficile.

Les deux principales confédérations syndicales, FPU et KVPU communiquent peu sur ce sujet. De plus, outre les conditions de vie en temps de guerre peu propices au militantisme ou à la revendication, le mouvement syndical a été affaibli par l'engagement massif de syndicalistes¹ dans les forces armées dont nombreux sont mort au combat. Cet engagement, avec des conséquences immédiates, pèsera également à long terme sur le mouvement ouvrier ukrainien. Pour autant, la KVPU annonçait en décembre 2023 que le syndicat des mineurs avait obtenu des augmentations de salaire². Toujours en décembre 2023, le tribunal régional de Kryviy Rih a reconnu, suite à un procès intenté par le syndicat des cheminots, illégale la suspension partielle de paiement de salaires par les chemins de fer ukrainiens Ukrzaliznytsya. Cette décision concerne plus de 300 000 travailleurs qui vont désormais toucher l'entièreté de leur salaire³. Ces actions en justice sont également engagées par salariés à titre individuel, avec ou sans l'appui de syndicats. Les raisons en sont multiples. Licenciement abusif, non-paiement du salaire... Selon Vitalyi Dudin, avocat du droit du travail, 44 % de ces procès se concluent en faveur du salarié⁴.

Signalons enfin la longue lutte des coursiers de Kyiv et Dnipro⁵.

secteurs, la santé et les étudiants, où deux syndicats combattifs sont présents, ont vu des luttes importantes se dérouler.

1/ Luttes dans le secteur de la santé

Sous l'effet conjugué de la réforme néo-libérale (entamée avant le 24.2.22) et la guerre, la situation dans les hôpitaux s'est fortement dégradée. Selon un rapport du 10 août 2023 du Centre de santé

¹ Il est remarquable que des groupes gauchistes français qui appellent de leurs vœux à longueur de colonnes à l'« armement du prolétariat » ignorent cette réalité, préférant pérorer sur la mainmise de puissances impérialistes occidentales sur l'Ukraine et se refusent à toute solidarité avec le mouvement ouvrier ukrainien.

² Augmentations de salaire dans les mines, <https://laboursolidarity.org/fr/europe/n/2985/augmentations-de-salaire-dans-les-mines>

³ Les cheminots et cheminotes ont droit à leurs salaires ! <https://laboursolidarity.org/fr/europe/n/2895/les-cheminots-et-cheminotes-ont-droit-a-leurs-salaires->

⁴ <https://t.me/trudovikua/60>

⁵ «Vous ne vivez pas dans un pays où l'on peut faire grève», <https://laboursolidarity.org/fr/europe/n/2940/vous-ne-vivez-pas-dans-un-pays-ou-l039on-peut-faire-greve>

ukrainien, depuis le début de l'invasion russe à grande échelle, plus de 1 000 attaques contre des infrastructures de santé ont été enregistrées. Le système de santé ukrainien - établissements médicaux et autres infrastructures de santé - a subi environ deux attaques par jour depuis le début de l'invasion à grande échelle de la Russie le 24 février 2022. La contre-réforme du système de santé, sous couvert de décentralisation et d'« optimisation » a confié aux collectivités locales la gestion des hôpitaux, subventionnés selon les actes médicaux déclarés⁶. De plus il est prévu que si la masse salariale dépasse 85%, les salaires peuvent être réduits au minimum unilatéralement⁷. Ajoutons la corruption endémique (achats de médicaments surfacturés, attribution de primes ou de d'augmentation de salaires pharaoniques aux organes de direction). On ne compte plus le nombre d'hôpitaux perquisitionnés par la police. Dans cette situation, il n'est pas rare de voir le personnel médical ne plus toucher son salaire pendant un, deux ou trois mois. Il arrive également qu'il soit brutalement licencié du jour au lendemain suite des fusions-restructurations décidées autoritairement.

Dans cette situation, l'organisation syndicale Sois comme Nina⁸ se détache comme une organisation fortement combative. Outre l'important travail de secours humanitaire qu'elle mène à l'instar de l'ensemble du mouvement syndical⁹, Sois comme Nina se bat quotidiennement dans les hôpitaux pour faire respecter les droits des travailleurs de la santé¹⁰. Sois comme Nina dénonce également la division genrée du travail à l'hôpital.

« Les femmes, en particulier les infirmières ukrainiennes, ont une charge de travail excessive. Sur leur lieu de travail, elles sont responsables de la santé des patients, doivent réagir en temps voulu et fournir des soins médicaux rapides. Dans le même temps, la majorité des infirmières ukrainiennes sont privées d'évolution de carrière et ne sont pas incitées à se perfectionner. En plus de son travail, une femme doit élever ses enfants, s'occuper de la santé de sa famille et de ses proches et veiller à la gestion de la maison. C'est pourquoi Sois comme Nina soulève cette question à chaque fois. Nous recherchons une répartition égale des responsabilités dans la société. Sois comme Nina a toujours été soutenue par des organisations féministes telles que l'Atelier féministe et Perspectives des femmes. Nous organisons ensemble des séminaires et des événements publics¹¹. » explique *Oksana Slobodyana, présidente de Sois comme Nina*.

Face au fonctionnement actuel des hôpitaux Sois comme Nina affirme un « contre-plan ». « Gérer et contrôler les hôpitaux est possible » considère le syndicat¹². Face à la crise :

« Le moyen le plus efficace est de créer des syndicats indépendants qui peuvent et pourront comprendre clairement la situation et contrôler tout de l'intérieur. En effet, qui connaît mieux la

⁶ Une maternité a été convaincue d'avoir déclaré de fausses naissances pour augmenter sa subvention.

⁷ C'est ce qui est arrivé aux infirmières d'un hôpital dans la région de Lviv qui ont donc demandé « l'ouverture des livres de compte » de l'hôpital pour vérifier si la réduction de leurs salaires était justifiée. Demande refusée, elles ont créé un syndicat affilié à Sois comme Nina.

⁸ Sois comme Nina ne se réduit pas à une organisation syndicale classique. Il faudrait prendre le temps et la place ses multiples facettes et expliciter sa stratégie syndicale qui au-delà du simple développement linéaire de l'organisation.

⁹ La FPU, par exemple, disposant de nombreuses infrastructures (centre de colonies de vacances etc.) a mis celles-ci à la disposition des réfugiés, ce qui a constitué une aide considérable.

¹⁰ « Nous créons des syndicats indépendants dans les hôpitaux »

<https://laboursolidarity.org/fr/europe/n/2623/-nous-creons-des-syndicats-independants-dans-les-hopitaux->

¹¹ 3 questions à Sois comme Nina, <https://laboursolidarity.org/fr/europe/n/2962/3-questions-a-sois-comme-nina>.

¹² Gérer et contrôler les hôpitaux est possible, <https://laboursolidarity.org/fr/europe/n/2800/gerer-et--controler-les-hopitaux-est-possible>

situation de son hôpital, ses capacités, son administration que les employés eux-mêmes. Ainsi, gérer et contrôler les hôpitaux est possible si nous commençons par élire le directeur par le personnel lui-même. En outre, les membres de la direction doivent être responsables même après leur licenciement, de sorte que le syndicat sera en mesure de contrôler tous les processus [judiciaires]. Enfin, la chose la plus importante est une comptabilité transparente, qui montre clairement combien d'argent a été reçu et à quoi il a été dépensé » ajoute Oksana.

Cette revendication de contrôle est également dans d'autres secteurs (voir plus bas paragraphes luttes étudiantes et rassemblements citoyens).



Manifestation d'infirmières à Kryvyi Rih contre le non-paiement de leurs salaires, Aout 2023.

À la veille du nouvel An, Sois comme Nina a obtenu une nouvelle victoire. Le personnel soignant de la ville d'Oleksandria, dans l'oblast de Kirovohrad, a réussi à obtenir le paiement de plusieurs mois d'arriérés de salaires. Son montant total s'élevait à environ 4 millions Hryvnias (97 000 euros). Le personnel médical de l'hôpital d'Oleksandria (150 salariés) était confronté à des retards de salaire depuis septembre 2023. En raison d'un financement insuffisant de la part du Service national de santé ukrainien, leur établissement médical avait été liquidé et le personnel transféré dans un autre hôpital. Cependant, le problème de la dette salariale n'avait pas été résolu. « Le mouvement Sois comme Nina joue un rôle important dans la mise en lumière des problèmes du secteur médical. C'est le seul mouvement en Ukraine qui se bat réellement pour les droits des travailleurs de la santé » a souligné une infirmière.

2/ Luttes étudiantes

En février 2023, le paysage syndical étudiant (dominé par deux organisations syndicales « de droite ») a vu l'arrivée d'un nouveau venu : Priama Diia (PD, Action directe)¹³. Cette nouvelle organisation (qui s'inscrivait dans la lignée des Priama Diia qui avaient existé antérieurement) est né de la lutte des étudiants de Lviv contre la fermeture de l'Académie de l'imprimerie¹⁴ de novembre 2022. Depuis le syndicat a remporté plusieurs victoires que lesquels il revenait dans son bilan de l'année 2023

¹³ Le syndicat étudiant ukrainien Action directe est de retour, <https://laboursolidarity.org/fr/busca/n/2531/le-syndicat-etudiant-ukrainien-action-directe-est-de-retour>

¹⁴ Mobilisation étudiante à Lviv, <https://laboursolidarity.org/fr/busca/n/2405/mobilisation-etudiante-a-lviv>



Mobilisation étudiante à Lviv, novembre 2023

« C'est sur la base d'une crise sociale de grande ampleur que la nouvelle génération du syndicat indépendant Action directe a vu le jour.

- Grâce aux efforts du syndicat, l'étudiante Karina Chmeliuk, qui est aujourd'hui un membre actif d'Action directe, a été renvoyée de la Crimée occupée vers les territoires contrôlés par le gouvernement ;
- L'initiative « Students - Academics ! » a été lancée pour attirer l'attention sur le problème des étudiants financés par l'État qui prennent des congés académiques ;
- Les étudiants ont organisé un événement intitulé « Semaine contre le fascisme », au cours duquel nous avons rappelé que l'opposition aux idéologies haineuses est toujours d'actualité,
- Nous nous sommes rassemblés pour des nettoyages afin de montrer que la protection de l'environnement est une question qui devrait préoccuper tous les groupes sociaux, y compris les étudiants ;
- En collaboration avec le conseil des étudiants du département de psychologie de l'université de Karazin, nous avons édité une brochure sur la lutte contre la violence psychologique exercée par les enseignants ;
- Nous avons lancé une action demandant l'occupation de l'ambassade russe vide pour la transformer en un centre de jeunesse accessible au public ;
- Participation aux manifestations contre la saisie du bâtiment du KNUKiT par les pillards, qui se sont soldées par une victoire pour les étudiants ;
- Nous avons contribué à la création du « Comité étudiant du 11 octobre » chargé d'inspecter la réinstallation des fenêtres et des portes à l'université nationale de Lviv, puis nous avons inspecté les abris dans les universités ;
- Nous avons participé à des manifestations contre la chauvine Iryna Farion, exigeant son licenciement de son poste de professeur à l'école polytechnique de Lviv ;
- Nous avons organisé une manifestation à la KIMA contre la décision de l'administration de faire payer les étudiants pour leurs absences. »

Ajoutons que le syndicat connaît un réel développement. Dans plusieurs de ces mobilisations le syndicat a mis en avant le contrôle étudiant¹⁵. Comme il mentionne plus haut il a contrôlé l'état de nombreux abris dans les universités et publié des comptes rendus publics de ses inspections. Le syndicat explique sa démarche ainsi :

« Dans un contexte de guerre, la question des conditions de sécurité des études dans les établissements d'enseignement et l'hébergement dans les dortoirs pour étudiants se pose avec une acuité particulière. Afin de protéger les étudiants et le personnel des effets dévastateurs de futurs bombardements, le gouvernement a proposé des recommandations sur la manière d'organiser des abris dans les établissements d'enseignement. Cependant, dans quelle mesure les administrations des universités ukrainiennes respectent-elles consciencieusement ces exigences et quel est l'état de nos abris ?

Nous lançons une campagne d'inspection des abris dans les bâtiments scolaires et les dortoirs afin d'attirer l'attention du public sur la situation réelle des mesures de sécurité et de créer un espace pour la lutte en faveur d'abris sûrs et confortables.

Pour ce faire, nous avons créé un canal où nous publierons des informations sur les résultats de l'audit, alors rejoignez-nous

Nous appelons tous ceux qui le souhaitent à participer - écrivez-nous sur l'état des abris dans vos universités/dortoirs en utilisant notre bot - @priama_dia_bot. Si vous êtes prêt à participer à la vérification, écrivez-nous et rejoignez la campagne ! »

Actuellement, le syndicat est engagé dans une campagne contre la fermeture de l'Université nationale de Tauride originellement en Crimée exilée en territoire libre¹⁶ qui enseigne notamment la langue tatare. Cette fermeture s'inscrit dans un vaste plan qui vise à

- Réduire le nombre d'étudiants (aussi réduction en cours des bourses d'études) ;
- Livrer à la spéculation leur terrain et bâtiment à la spéculation immobilière

Elle est le fruit d'un audit soutenu par la Banque mondiale effectué avant le 24.2.22. 70 autres universités sont promises à la fermeture

Rassemblements citoyens

L'année 2023 a vu également la multiplication de rassemblements citoyens¹⁷ dans l'espace public des villes d'Odessa à Lviv. On peut y voir toutes les classes d'âge, hommes et femmes (souvent la presse interroge d'ailleurs les « organisatrices » à leur sujet). Des militaires en treillis y participent et s'y expriment librement. Ils rassemblent selon les jours et les endroits entre 30 et 1 000 personnes¹⁸. Malgré la loi martiale la police¹⁹ laisse faire même lorsqu'ils se transforment en manifestation dans les rues.

¹⁵ Priama Diia (Action directe), pour le contrôle étudiant, <https://laboursolidarity.org/fr/busca/n/2922/priama-dii--action-directe-pour-le-controle-etudiant>

¹⁶ En raison de l'occupation de la Crimée par la Russie en 2014, l'université a réussi à être déplacée vers les territoires contrôlés par l'Ukraine. En 2016, l'université a rouvert ses portes à Kyiv.

¹⁷ La page Facebook du comité français de solidarité avec l'Ukraine se fait l'écho régulièrement de ces rassemblements et en publie les photos <https://www.facebook.com/profile.php?id=100087563586225>

¹⁸ Notons que les participants prennent des risques en raison de la concentration de portables qu'ils provoquent et n'échappent pas aux radars russes. En Syrie, les Russes ont souvent pilonné des concentrations de portables comme devant une distribution de pain.

¹⁹ Le seul cas de répression que je connaisse est celui d'une jeune manifestante à Lviv qui avait répandu de la peinture à l'eau rouge lors d'un rassemblement. Arrêtée, elle a été relaxée par le tribunal.

On peut distinguer trois types de rassemblements selon les questions mises en avant.

1/ Pour le retour des prisonniers de guerre.

Les participants ont souvent des membres de leurs familles prisonniers des Russes et exigent que les échanges de prisonniers soient plus importants. Ils demandent à la société ukrainienne de ne pas les oublier. Par exemple le dimanche 14 janvier 2024, à Dnipro, un rassemblement a été organisé en soutien aux prisonniers de guerre. Sur la place Slobozhansk, une centaine de personnes sont sorties avec des affiches appelant au retour de leurs proches de captivité russe. À Kyiv, ils étaient 300 venus rappeler une fois de plus à la société et aux autorités qu'ils attendent depuis près de deux ans le retour de leurs proches de captivité russe et ils étaient 120 à Mykolaïv. Des rassemblements ont eu lieu également à Odessa (30 participants), à Tcherkassy (100), à Potlava (30), à Soumy (20) et à Khmelnytsky (une manifestation dans les rues de 23 femmes).



Manifestation à Kyiv, octobre 2023, pour le retour des prisonniers de guerre.

2/ Pour la relève des soldats au front

Ces rassemblements demandent la relève des soldats au front. Exemple toujours le dimanche 14 janvier 2024, Le 14 janvier, à Vinnytsia, des familles de militaires - femmes, mères et enfants - ont participé à un rassemblement dans le centre de la ville. Elles ont exigé que les autorités démobilisent les militaires après 18 mois de service. Une telle action a eu lieu à Vinnytsia pour la cinquième fois depuis le début de l'invasion à grande échelle. Les affiches portées par les participants disaient : « C'est à mon tour de serrer papa dans mes bras tous les jours », « L'Ukraine est un pays de gens libres. Les militaires ne sont-ils pas des gens ? », « 36 mois. Peine de mort pour les militaires », « Laisse papa rentrer à la maison ! C'est l'heure des autres », « Les familles de militaires exigent la démobilisation », etc. Les participantes ont exprimé leurs revendications lors d'une marche à travers la ville et a duré une heure et qui s'est terminée près du bâtiment administratif de la mairie.

Comme pour le retour des prisonniers de guerre, ces rassemblements n'expriment à ce jour pas de revendications précises au gouvernement (par exemple sur la mobilisation) mais témoignent d'une exaspération à l'égard des autorités.

3/ Contestation des budgets municipaux

« Des drones puis des pavés » est le plus souvent le mot d'ordre qui domine ces rassemblements. Ses participants contestent les dépenses faites par les conseils municipaux en faveur de dépenses qu'ils jugent « non essentielles » comme la rénovation d'un stade ou d'un tribunal ou bien encore... le repavement d'avenue Et ce aux dépens des aides qui pourraient être apportées aux forces armées. Les participants sont aussi des membres de familles de soldats au front qui, tant ils sont démunis de produits essentiels à la vie quotidienne mais aussi de drones par exemple, leur demandent de leur apporter leur aide.

Exemple ;

Le 9 septembre 2023, des rassemblements ont eu lieu à Odessa et à Lviv pour exiger que l'argent des contribuables soit dirigé vers les besoins des forces armées plutôt que vers d'autres dépenses engagées par les autorités locales. Environ 60 personnes étaient présentes près de l'immeuble de l'administration militaire régionale de Lviv. « Allouez des fonds à l'armée, pas aux pavés » ont crié les manifestants. Sviatoslav Litynskyi, l'auteur de la pétition sur la limitation des dépenses non essentielles et en faveur du développement de la capacité de défense de l'Ukraine, a déclaré que plus de 25 000 personnes avaient soutenu sa pétition. Un officier grièvement blessé de la 93^e brigade mécanisée, Artur Kireev a expliqué sa présence ainsi ! « Je suis venu au rassemblement pour informer nos autorités qu'il faut désormais allouer des fonds à l'armée, et non au pavage des rues, à la construction de nouveaux stades et à autre chose ». Le rassemblement à Lviv a duré une heure. Le matin du 9 septembre, plus de 1 000 personnes se sont rassemblées à Odessa. Ce rassemblement faisait suite à d'autres moins importants en nombre tenus les semaines précédentes. « Nous exigeons que les impôts soient dépensés pour l'aide aux militaires, pour les garrots, les véhicules d'évacuation. Au lieu de cela, nous voyons des appels d'offres tous les jours : tribunaux, arbres de Noël... » explique Kateryna Nozhevnikova.

À Tcherkassy (200 000 habitants, situé à mi-chemin entre Kyiv et Dnipro), les habitants à force de rassemblements ont obtenu que 500 millions d'Hryvnias soient dédiés au soutien des forces armées. Quelques jours avant ce qu'ils considèrent comme une victoire ne soit obtenue, ils avaient organisé un débat public sur les finances municipales dans un abri d'un centre commercial. « La communauté enverra les propositions élaborées à la réunion au conseil municipal » avait déclaré une des animatrices du débat Viktoriya Feofilova. Et au lendemain de l'annonce du conseil municipal des 500 millions, lors d'un nouveau rassemblement « Maintenant, notre tâche est de surveiller et de contrôler. À partir de janvier, il est nécessaire de surveiller le processus d'allocation des fonds » devait déclarer un manifestant en s'adressant aux 500 personnes présentes le 23 décembre. Anna Malyshev a ajouté : « Actuellement, l'objectif intermédiaire a été atteint : nous nous sommes battus pour que le programme de soutien aux forces armées soit inclus dans le budget de la ville. Mais la lutte continue, car il est important de garantir que cette aide soit effectivement fournie. Maintenant, notre tâche est de surveiller et de contrôler ». Une forme de contrôle populaire. Une



Débat sur le budget municipal à Tcherkassy organisé par les habitants. Décembre 2023.

expérience qui fait tache d'huile puisque dans une localité voisine, Valery Makeev organisateur d'un rassemblement déclarait début janvier 2024 « Il est interdit d'assister à des rassemblements pendant la loi martiale. Mais cela a fonctionné à Tcherkassy, et cela peut fonctionner à Kanev. Parce qu'ici avec notre rassemblement des conseillers de la ville vont sentir qu'il serait préférable qu'ils ne restent pas sur leur position. »

4/ Territoires occupés

Outre les mouvements de résistance, Atesh (guérilla et renseignements militaires), le Ruban jaune (diffusion des couleurs de l'Ukraine dans l'espace public), Mavka (mouvement de femmes, édite un bulletin clandestin, 14 numéros parus), il existe des rassemblements d'Ukrainiens excédés par leurs conditions de vie que leur impose l'occupant russe. Ces rassemblements réunissent moins de 10 personnes, en raison de graves risques qu'il y a à s'opposer aux autorités locales. Cependant, souvent les protestataires se filment et diffusent les vidéos sur les réseaux sociaux où ils (en fait souvent elles) expriment leurs doléances.



Rassemblement le 4 janvier 2024 à Marioupol.

Fin 2023, une sociologue de Kharkiv estimait que ces rassemblements se coordonneraient et pourraient devenir une force avec laquelle le gouvernement devrait compter.

La photographie présentée ici est très incomplète. N'y figurent pas les mouvements féministes²⁰, les mouvements LGBT ou les mouvements écologistes, les coopératives etc. Mais cependant elle indique que la société ukrainienne est en train de bouger et de porter ses exigences sociales, dont la satisfaction explique certains de ses acteurs est indispensable à la victoire. Il est vrai que libération nationale et libération sociale sont imbriquées dans l'histoire contemporaine de l'Ukraine. La capacité d'auto-organisation dont a fait preuve la société ukrainienne lors des Maïdan mais surtout dans les premiers mois de la guerre a inscrit dans la mémoire collective le chemin possible de la double émancipation qu'il lui fallait emprunter.

²⁰ Pour découvrir l'un d'entre eux voir Bilkis un groupe féministe ukrainien
https://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/bilkis-french_compressed.pdf

Lutte des travailleurs en Ukraine

Kryvyi Rih : une nouvelle manifestation

Source : Patrick Le Tréhondat

(25 février) Le 23 février, à 8h30, un rassemblement a eu lieu près du comité exécutif du conseil municipal de Kryvyi Rih en soutien à une pétition sur l'état du secteur de l'approvisionnement en chauffage. Les manifestants demandaient la modernisation des équipements obsolètes des réseaux des sociétés de production de chauffage de la ville. Les habitants de Kryvyi Rih demandent une compensation pour leurs factures de chauffage, car cet hiver, de nombreuses maisons de la ville n'avaient presque pas de chauffage et le service n'a donc pas été fourni.

Dans une pétition, les habitants indignés ont formulé deux demandes. La première était de créer un groupe au sein du fournisseur "Kryvorizka Teplocentral" pour évaluer l'efficacité de l'entreprise et sa capacité à fournir des services de chauffage à ses clients, et d'élaborer un plan de modernisation de tous les équipements et de décentralisation. La seconde : effectuer un remboursement unique aux abonnés de " Teplocentral " de 40 % du montant total des frais pour la saison de chauffage interrompue 2023-2024.

2023 : les demandes de recouvrement des salaires ont été satisfaites dans 72,8 % des cas

Source : Vitaliy Dudin

(23 février) Sur fond de guerre totale en Ukraine, le nombre de conflits du travail a fortement diminué, mais l'année dernière a vu une recrudescence des combats devant les tribunaux. C'est ce que montre l'analyse, sur le site du Haut Conseil de la Justice d'Ukraine, des rapports annuels des tribunaux de première instance sur l'examen des affaires dans les procédures civiles pour 2021-2023.

En 2022, 5 millions de personnes ont perdu leur emploi, mais seules 1683 affaires de licenciement ont fait l'objet d'un recours !

Pourquoi ? Depuis le début de l'invasion, des conditions défavorables à la protection judiciaire se sont développées :

- Les frais de justice et l'aide juridictionnelle sont devenus inabordable pour de nombreuses personnes.
- L'élargissement des droits des employeurs en vertu de la loi 2136 a entraîné un manque de confiance dans le succès des recours.
- Dans un certain nombre de régions, les tribunaux ont cessé de fonctionner en raison de l'occupation ou des hostilités.

À partir de 2023, les travailleurs ont commencé à intenter des actions en justice plus fréquemment, après s'être remis des horreurs de la guerre. Les chances de gagner augmentent progressivement ; par exemple, l'année dernière, les demandes de récupération des salaires ont été satisfaites dans 72,8 % des cas.

Indice de changement dans le rapport de force social ?

Source : Patrick Le Tréhondat

(24 janvier 2024) Ce soir, Vitaliy Dudin (qui, en tant qu'avocat, a défendu les infirmières dans cette affaire avec Sois comme Nina) a commenté la suite inattendue de ce qui s'est passé à l'hôpital Oleksandriya de Lviv (voir la lettre d'information syndicale du RESU n° 5, décembre 2023, "Les travailleurs de la santé obtiennent le paiement des arriérés").

En tout état de cause, cela rend le contrôle et l'ouverture des livres de comptes des hôpitaux plus pertinents (une demande des infirmières de Lviv).

"L'histoire de la liquidation de l'hôpital Oleksandriya, dont le personnel infirmier a reçu quatre millions d'UAH [= 97 000 euros] d'arriérés de salaires l'année dernière, a connu un dénouement inattendu.

"Le 10 janvier, un tribunal local a reconnu le malheureux directeur de l'hôpital coupable en vertu de la partie 2 de l'article 41 du protocole du service national du travail. L'infraction a été qualifiée de non-paiement de salaires à des catégories de personnes vulnérables. Les inspecteurs avaient constaté qu'il y avait des fonds dans les comptes de l'hôpital et que parmi les 264 employés concernés se trouvaient des mères célibataires et des mères d'enfants handicapés.

"Mais le montant de l'amende est "impressionnant" : UAH17,000 [= €413] Alors que le plafond légal de la sanction est de ... seulement UAH 51,000 [= €1236].

"Il semble que le juge n'ait pas pu s'empêcher d'imposer la peine qu'il estimait juste. Comme le délinquant n'a pas fait appel de la décision, il a également reconnu que la sanction était raisonnable.

"Des sanctions sévères pour la souffrance des travailleurs doivent devenir la norme et non l'exception.

Travailler pendant une attaque de missiles ?

Source : Vitaliy Dudin

(9 février 2024) Les frappes massives de l'État agresseur contre les villes ukrainiennes ont une fois de plus entraîné la mort de civils. Malheureusement, le comportement de certains employeurs peut avoir des conséquences encore plus tragiques. Il s'agit de managers qui obligent leur personnel à se rendre au travail pendant les attaques de roquettes.

Cela a indigné même le vice-ministre chargé des industries stratégiques. Il a déclaré que les employeurs devaient assumer la responsabilité pénale.

Précédemment, nous avons écrit sur la façon de contrer les situations où le propriétaire réduit sa rémunération en raison de son séjour dans le refuge.

Dans la pratique, certains employeurs licencient même des personnes qui n'ont pas travaillé en raison de la menace d'un attentat à la bombe. Mais l'absence du lieu de travail, causée par la nécessité de préserver la vie, n'est pas de l'absentéisme sans raison valable (clause 4 paragraphe 1 de l'article 40 du code du travail) !

Toutefois, dans le procès d'un ingénieur d'une société d'énergie, le tribunal a reconnu que son absence du travail était autorisée en raison d'un danger.

Veillez noter qu'en vertu de l'article 153 du code du travail, l'employeur n'a pas le droit d'exiger de l'employé qu'il effectue un travail qui présente un danger manifeste pour la vie !

Luttes communautaires en Ukraine

Kiev : "De l'argent pour les forces armées !



Source : Patrick Le Tréhondat

(18 février 2024) Sous les murs de l'Administration d'État de la ville de Kiev, le samedi 17 février, un rassemblement (photo) a été organisé pour soutenir le financement des forces armées. Les participants au rassemblement ont demandé aux autorités de la capitale d'allouer davantage de fonds à l'armée, au lieu de dépenser le budget pour des projets d'infrastructure pendant la guerre. De nombreux manifestants portaient des pancartes en carton sur lesquelles on pouvait lire "De l'argent pour les forces armées".

"L'objectif de l'action reste inchangé. Au cours des 18 rassemblements, nous demandons que le budget de la ville de Kiev soit augmenté pour soutenir les forces armées ukrainiennes", a déclaré l'organisateur du rassemblement, Myroslav Havryshchuk.

Selon lui, les participants à l'événement ont trois exigences principales. "20 % des fonds du budget de Kiev devraient être alloués au soutien de l'armée", déclare Myroslav Havryshchuk. En outre, selon les manifestants, la priorité de la ville pour 2024-2025 devrait être l'inclusion, c'est-à-dire la création d'une égalité des chances pour les personnes handicapées, en particulier la mise à disposition d'espaces publics accessibles. La troisième exigence est d'équiper en matériel moderne les centres de réhabilitation où les défenseurs suivent un traitement et une rééducation. Ces demandes ont été formulées après consultation des représentants des unités militaires, explique-t-il.

NOTE : Voir le compte-rendu d'une manifestation antérieure avec ces exigences sur le [site web du Centre pour les libertés civiles](#).

Lutte des étudiants en Ukraine

Un professeur franchement pro-russe et sexiste doit partir".

Source : Patrick Le Tréhondat

(19 février 2024) Les étudiants de l'Institut de journalisme ont demandé le renvoi d'un professeur pour sexisme et opinions pro-russes.

Les étudiants se sont officiellement adressés au directeur de l'institut de Kiev, Volodymyr Rizun. Ils se sont plaints de la "position franchement pro-russe et sexiste" de l'enseignante Mykyta Vasylenko et ont demandé son renvoi de l'université.

Leur lettre indique notamment qu'"au moment où la Russie mène une guerre à grande échelle contre l'Ukraine, cet enseignant parle aux étudiants de la 'grandeur de la Russie'". En outre, "l'enseignant fait des remarques sexistes aux étudiantes", indique la lettre, qui a été signée par plus de 170 étudiants de l'institut.

L'assemblée des étudiants de l'Académie nationale des sciences a également rendu publique sa position. Elle a indiqué qu'elle condamnait catégoriquement la position et les déclarations de Mykyta Vasylenko et qu'elle considérait son travail d'enseignante comme inacceptable.

Appel des étudiants de Lviv

Source : Action directe

(19 février 2024) Chers étudiants étrangers, nous sommes des étudiants de l'Académie ukrainienne de l'imprimerie (UAP) et nous vous demandons de l'aide.

Le ministère ukrainien de l'éducation et de la science a dévoilé un plan napoléonien visant à fusionner un certain nombre d'établissements d'enseignement supérieur ukrainiens de différentes régions du pays. Ce seul fait est inquiétant et montre les méthodes de plus en plus autoritaires du ministère de l'éducation et de la science (la liste a été présentée non pas lors de discussions ouvertes avec les étudiants des différentes universités, mais lors d'une réunion à huis clos avec les recteurs).

Les soi-disant "fusions" signifient la liquidation effective des établissements d'enseignement, sans garantie que le personnel enseignant, les locaux et les dortoirs seront conservés. Il s'agit en fait d'un moyen pour le gouvernement de réduire les coûts de l'éducation. Il n'y a pas non plus de garanties quant à la préservation des spécialités et des cursus universitaires. Pour de nombreux étudiants, il s'agit d'un véritable coup de poignard dans le dos.

Le ministère de l'éducation et des sciences tente également de "fusionner" notre académie.

Actuellement, ils essaient de fusionner l'UAP et l'université nationale polytechnique de Lviv. Cela entraînera la perte de l'imprimerie ukrainienne et des opportunités pour les jeunes artistes. Notre académie a sa propre identité et sa propre histoire qui seront effacées si cette réorganisation a lieu.

Le ministère de l'éducation et des sciences n'a pas coordonné ces changements avec les étudiants de l'académie. Cette décision n'a pas été discutée avec l'administration de l'UAP. Nous avons appris la réorganisation des établissements d'enseignement supérieur par le biais des médias sociaux, ce qui nous a totalement surpris.

En 2022, le ministère de l'éducation et des sciences avait déjà tenté de fusionner l'UAP avec la LNU (l'université nationale Ivan Franko de Lviv), mais à l'époque, la résistance radicale des étudiants avait mis un terme aux intentions du ministère. Aujourd'hui, la situation est beaucoup plus difficile, car les nouveaux ministres sont plus rigides dans leurs projets, les conditions de guerre ne permettent pas de manifestations de masse et de nombreux étudiants ont dû partir à l'étranger.

Nous vous appelons à exprimer votre solidarité, à diffuser l'information et à nous soutenir autant que vous le pouvez.

Pour tout contact : priama.diia@gmail.com

Le congrès d'Action directe adopte une "vision de la lutte étudiante et une stratégie de construction syndicale".

Source : communiqué de presse d'Action directe

(9 février 2024) Nous aimerions également partager avec vous un événement : des membres de notre organisation sont venus de tout le pays pour assister à la conférence syndicale d'Action directe. En outre, des membres des générations précédentes et des représentants de syndicats d'étudiants européens ont rejoint le congrès. Ensemble, nous avons partagé nos expériences de travail dans différentes universités, organisé de nombreux ateliers et conférences.

Le congrès a adopté une vision de la lutte étudiante et une stratégie de construction syndicale pour 2024, que nous avons présentée sous forme condensée dans le manifeste "Les étudiants sont la force vive de l'université". La préparation minutieuse de ce texte a duré depuis le mois d'octobre. Aujourd'hui, à l'occasion de l'anniversaire de notre syndicat, nous sommes prêts à le partager avec tous.

"Les étudiants ont toujours été, sont et seront une partie d'un mouvement plus large - le mouvement syndical. Le mouvement étudiant peut à juste titre être considéré non seulement comme une lutte pour de meilleures conditions d'apprentissage, mais aussi comme une partie intégrante d'un mouvement plus large pour la libération humaine".

[Le manifeste de Direct Action est disponible en anglais ici.](#)

Autres nouvelles et analyses sur l'Ukraine

Attaque anti-LGBT contre un cinéma

Source : Patrick Le Tréhondat

(11 février 2024) *Nouvelles d'aujourd'hui*. Des vandales ont endommagé le cinéma Zhovten à Kiev en raison de la projection d'un film sur les personnes LGBT. Ils ont écrit des déclarations homophobes sur les murs du cinéma. Les vandales ont laissé l'inscription "LGBT = russe" sur le mur du bâtiment. Je suppose que d'autres organisations LGBT vont réagir. Pour mémoire, le festival du film gay qui s'est tenu à Kiev en septembre dernier s'est bien déroulé malgré les craintes d'interruption.

LGBT Military, le syndicat LGBTQIA en uniforme communique aujourd'hui :

"L'attaque homophobe contre le cinéma Zhovten est un acte de vandalisme inacceptable pour une capitale européenne.

"Le slogan des attaquants manque de logique élémentaire : La Russie interdit le mouvement LGBT et persécute les militants des droits de l'homme.

"La projection de films LGBT n'aurait pas été possible si Kiev avait été sous l'occupation russe.

"Il serait également impossible de se promener avec un drapeau ukrainien, de parler ukrainien ou d'écouter de la musique ukrainienne. Est-ce là ce que voulaient les vandales ?



"Les homophobes oublient une chose. Les LGBT sont également en première ligne, défendant les villes ukrainiennes contre les envahisseurs russes aux côtés de tous les autres et permettant à ces vandales de peindre les façades de villes ukrainiennes paisibles plutôt que de servir dans l'armée d'occupation russe ou d'être torturés.

"Par respect pour les militaires LGBT, qui font partie intégrante des forces armées, et pour les droits de l'homme, de telles attaques doivent être sévèrement condamnées et leurs auteurs punis.

"À cette fin, le projet de loi 5488 [contre les crimes de haine] est attendu depuis longtemps dans la législation ukrainienne, qui devrait renforcer la responsabilité pénale pour de tels crimes motivés par l'intolérance à l'égard des concitoyens.

Les vandales du cinéma d'extrême droite en action

Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine

Pour les travailleurs-soldats qui déminent

Source : Réseau international de travail pour la solidarité et la lutte

(19 février 2024) Les mineurs d'uranium, membres du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (NPGU), ont besoin de la solidarité internationale en raison de la situation difficile et du manque de ressources dans les zones de front en Ukraine !

Deux ans après l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine, la classe ouvrière organisée de ce pays déchiré par la guerre poursuit sa résistance armée dans les rangs des forces armées ukrainiennes, tandis que ceux qui sont restés dans la vie civile organisent toute l'aide et le soutien possibles pour leurs camarades.



Avant février 2022, les mineurs de la ville de Kropyvnytskyi et de la région de Kirovohrad travaillaient dans les mines d'uranium locales et étaient actifs dans les syndicats locaux. Leurs connaissances professionnelles en matière d'explosifs sont très appréciées dans les zones de première ligne. En ce moment, des dizaines d'entre eux déminent les territoires (enlèvement des mines terrestres) dans le sud-est de l'Ukraine. Leur unité a un besoin urgent de voitures, que l'État ne fournit pas et que les travailleurs ne peuvent pas s'offrir.

Nous voulons acheter une jeep ou une camionnette d'occasion et la livrer aux travailleurs en lutte. Pour cela, nous avons besoin d'environ 7000 euros. Si nous parvenons à collecter davantage ou à trouver un véhicule moins cher, nous dépenserons l'argent pour acheter des outils et des vêtements nécessaires aux travailleurs de première ligne.

"Des milliers de journalistes ukrainiens restent dans la profession grâce à la solidarité journalistique internationale"

Source : Site web de la Fédération internationale des journalistes

(23 février 2024) Alors que la guerre en Ukraine entre dans sa troisième année, Sergiy Tomilenko, président du Syndicat national des journalistes d'Ukraine (NUJU), revient sur deux années de travail inébranlable et de détermination sans faille pour soutenir les journalistes et les travailleurs des médias sur le terrain, avec l'aide de partenaires internationaux tels que la Fédération internationale des journalistes (FIJ), la Fédération européenne des journalistes (FEJ) et l'UNESCO. Le 24 février, cela fera deux ans que la guerre en Ukraine a commencé et M. Tomilenko rappelle qu'il est

impératif de collecter davantage de fonds dans une guerre qui fait rage, même si ne fait plus la une des journaux.



Le secrétaire général de la FIJ, Anthony Bellanger, et le président du NUJU, Sergiy Tomilenko, au siège de la FIJ à Bruxelles, en Belgique. Crédit : FIJ

1. Deux ans se seront bientôt écoulés depuis le début de l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie, qui se poursuit bien qu'elle ne fasse plus la une des journaux internationaux. Quelle est la situation sur le terrain et comment vous sentez-vous ?

Malheureusement, cette guerre à grande échelle, qui, dans les premiers jours de février 2022, semblait être un cauchemar qui devrait prendre fin dans quelques jours ou semaines, dure maintenant depuis deux ans. Nous ne voyons pas de perspectives imminentes pour sa fin malgré le fait que l'armée ukrainienne repousse héroïquement toutes les attaques russes. Dans ces conditions, il est en effet difficile pour le monde de maintenir l'attention sur cette guerre pendant si longtemps. Certains parlent de lassitude face à la guerre, d'autres affirment que le public des médias souhaite consommer des nouvelles plus optimistes.

En même temps, les journalistes ukrainiens, comme le reste des Ukrainiens, ne peuvent pas fermer les yeux sur ce qui se passe, changer de sujet ou se détourner de la vérité de la guerre. Cela reviendrait à accepter l'agression et la défaite. Des centaines de journalistes des médias nationaux et locaux ont restructuré leur travail et appris à couvrir rapidement les situations d'urgence liées aux bombardements russes, aux victimes et à la destruction des infrastructures civiles.

Bien entendu, c'est dans les régions bordant le front et la frontière russe que la situation sécuritaire est la plus difficile. Des centaines de journalistes vivent et travaillent encore dans ces régions. Je suis incroyablement fier que la majorité absolue des journalistes ukrainiens, conscients de leur devoir professionnel et de leur responsabilité envers le public, s'efforcent de préserver leurs médias - malgré les bombardements, les destructions et la crise économique causée par la guerre, la plupart d'entre eux ne faisant aucun compromis avec la propagande russe.

2. Quels sont les besoins les plus pressants des journalistes en Ukraine deux ans après le début de l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine ?

Le besoin le plus urgent est un équipement de sécurité supplémentaire - gilets pare-balles, casques et trousse de premiers soins tactiques. L'[Union nationale des journalistes d'Ukraine \(NUJU\)](#) et nos partenaires tentent de gérer la location gratuite de ces équipements, mais ils s'usent avec le temps.

Les journalistes demandent également un soutien psychologique. Les gens n'ont pas les compétences nécessaires pour soulager la pression de la guerre. Il n'y a souvent plus de temps pour récupérer.

La guerre a détruit l'économie, y compris le marché de la publicité qui était traditionnellement une source de revenus pour les médias. Les salles de rédaction manquent de ressources financières, ce qui entraîne l'arrêt massif des publications. Les équipements techniques manquent et tombent souvent en panne à cause des déplacements, des bombardements et de l'exploitation intensive, et ils ne peuvent pas toujours être réparés. Les médias les plus touchés sont les publications locales, qui ont brillamment fonctionné dans les premiers mois suivant l'invasion, mais qui recherchent aujourd'hui une aide financière à long terme.

3. Que fait votre syndicat pour aider ses membres ? Veuillez fournir des exemples concrets.

Le NUJU a fourni la majorité absolue des services non seulement à nos membres, mais aussi aux travailleurs des médias et aux salles de presse en général. Il s'agit notamment de formations à la sécurité et aux premiers secours, de subventions d'urgence aux collègues en difficulté (blessés, ayant perdu leur logement ou leurs biens) et de la location d'équipements de sécurité. Nous sommes également heureux de voir des travailleurs des médias qui se sont remis d'une situation d'urgence et qui ont reçu le soutien du syndicat, décider de rejoindre les rangs du NUJU.

Pendant la guerre, nous avons fait de l'assistance à nos antennes régionales une priorité, y compris celles qui, avant la guerre, opéraient dans les territoires aujourd'hui totalement ou partiellement occupés par la Russie, en particulier dans les régions de Kherson, Donetsk, Luhansk, Kharkiv et Zaporizhzhia, ainsi qu'en Crimée. Nos activités sont limitées là-bas en raison de la situation. Nous avons apporté notre soutien aux journalistes, aidé à construire des partenariats avec d'autres organisations régionales, obtenu et renouvelé des cartes de membres de syndicats, et développé un programme d'accès aux services d'éducation. Nous avons besoin d'un soutien financier plus important pour ces régions. .

4. Un nouveau centre de solidarité pour les journalistes, lancé par la NUJU avec le soutien de la FIJ, de la FEJ et de l'UNESCO, a ouvert ses portes en décembre à Kharkiv. Pouvez-vous expliquer pourquoi le réseau des centres de solidarité pour les journalistes est crucial pour les journalistes ? (Pouvez-vous nous fournir des citations de journalistes qui ont eu recours aux CJS pour illustrer la nécessité de ces centres ?)

La NUJU est reconnaissante à ses partenaires internationaux de soutenir son initiative visant à créer un réseau de [centres de solidarité pour les journalistes](#) en avril 2022.

Il s'agit d'un réseau de cinq petits bureaux - à Lviv (avec une présence à Chernivtsi), Ivano-Frankivsk, Zaporizhzhia, Dnipro et Kharkiv, ainsi que le siège à Kiev. Il s'agit d'une alternative à la "hotline" pour fournir les services nécessaires afin d'aider les journalistes qui sont en difficulté ou qui surmontent des défis professionnels extraordinaires tout en travaillant dans des conditions dangereuses.

Nous donnons des conseils sur l'évacuation et le sauvetage dans les territoires occupés et dangereux, nous fournissons un soutien financier immédiat et une assistance technique, nous organisons des formations sur la sécurité et les premiers secours, nous apportons un soutien psychologique et juridique, et nous apportons un soutien en matière d'amélioration et de modernisation du travail des médias. Sur la ligne de front et dans les territoires désoccupés, où l'électricité et les communications mobiles sont souvent absentes, nous avons réussi à rétablir la capacité d'impression de trente journaux, qui sont souvent le seul canal d'information pour la population locale.

Avec l'aide des centres de solidarité des journalistes, de nombreux collègues ont décidé de rester dans la profession. Ils ont osé transformer leur pratique éditoriale et la restructurer en fonction des exigences modernes.

Leurs commentaires (ci-dessous) peuvent être une confirmation :

"Le Centre de solidarité des journalistes est une véritable plaque tournante pour les journalistes. Ici, non seulement nous communiquons de manière professionnelle, mais nous bénéficions également d'un soutien matériel. J'ai notamment la possibilité de porter un casque et un gilet pare-balles grâce au Centre. Ils nous ont donné des caméras. Ce n'est pas seulement une protection pour un journaliste, c'est aussi une aide à la restauration de nos journaux locaux".

---Svitlana Karpenko, rédactrice en chef du journal restauré Trudova Slava, originaire d'Orikhiv, dans la région de Zaporizhzhia".

"Après l'occupation de Kherson, nous sommes restés dans la ville pendant un mois. Il n'a pas été possible de publier le journal, mais nous avons continué à alimenter le site web jusqu'à ce que les occupants commencent à chasser les journalistes, ce qui nous a obligés à partir. Le soutien des collègues des centres de solidarité des journalistes nous a beaucoup aidés. Le soutien juridique a permis d'enregistrer correctement les actions criminelles des occupants, et les collègues du Centre nous ont aidés à trouver un logement. Aujourd'hui, le Centre de solidarité des journalistes nous fournit un lieu de travail et des équipements de protection lorsque nous partons en voyage d'affaires.

---Anatolii Zhupyra, rédacteur en chef du journal Novy Den, de Kherson,

"Au Centre de solidarité des journalistes, j'ai rencontré des collègues qui aident les journalistes en temps de guerre, lorsque leur travail est menacé et qu'ils souffrent d'énormes problèmes économiques dans leur rédaction.

---Anna Del Freo, membre du comité exécutif de la Fédération nationale de la presse italienne et membre du comité directeur de la FEJ

"J'ai fait appel à plusieurs reprises au Centre de solidarité des journalistes pour obtenir de l'aide. Pendant le black-out, vous pouvez travailler sur certains sujets ; vous pouvez obtenir un gilet pare-balles et une trousse de premiers soins pour un voyage d'affaires dans le territoire de la ligne de front. Cette aide et ce soutien sont très importants.

---Oleh Baturin, un journaliste qui a survécu à la captivité pendant l'occupation de Kherson.

"Les journalistes de Kharkiv se rendent chaque jour sur les sites où l'artillerie ennemie bombarde en permanence des cibles essentiellement civiles. Le Centre de solidarité des journalistes de Kharkiv nous fournit des équipements de protection et organise des formations à la sécurité. Une coopération efficace avec les forces armées ukrainiennes est également mise en place au centre. Récemment, des journalistes ont rencontré le commandant adjoint de Khortytsia, Serhii Cherevatyi, dans le cadre d'une réunion de communication stratégique au Centre de solidarité des journalistes. Après la réunion, la communication entre les journalistes et les militaires s'est considérablement améliorée et ils ont convenu de poursuivre le travail de manière systématique.

---Volodymyr Pavlov, journaliste et [fixeur](#)

5. Comment les syndicats et la communauté journalistique peuvent-ils aider les journalistes ukrainiens ?

Des milliers de journalistes ukrainiens et des centaines de rédacteurs en chef restent dans la profession grâce à la puissante solidarité journalistique internationale. Dès les premières semaines de l'invasion, les dirigeants des syndicats de journalistes de Grèce, de Lituanie, de Pologne, de Finlande, de Norvège et d'autres pays nous ont apporté une aide technique et financière, ont étudié les besoins et ont rapidement apporté une réponse. La stabilité de notre réseau de centres de solidarité pour les journalistes est assurée principalement grâce à ce grand soutien international.

L'année dernière, nous avons organisé à Paris et à Bruxelles, avec l'aide de collègues internationaux, de grandes expositions de photos sur le travail des journalistes pendant la guerre en Ukraine. Ces jours-ci, à l'initiative de l'Union lituanienne des journalistes et de l'Association biélorusse des journalistes, une exposition similaire est présentée à Vilnius. Nous espérons que cette année, notre exposition sera accueillie dans d'autres pays européens et nous serions heureux que les membres de la FIJ/FEJ nous invitent à participer à son organisation. Cela contribuera à de nouvelles discussions sur l'importance d'un soutien accru à l'Ukraine, aux Ukrainiens et aux journalistes ukrainiens, ainsi que sur l'importance du journalisme professionnel à l'heure actuelle.

Nous nous réjouissons également de toute invitation à parler de la situation des journalistes sur le terrain.

6. Quel message souhaitez-vous transmettre aux affiliés et aux journalistes le 24 février ?

Un grand merci pour le soutien que nous, journalistes ukrainiens, avons reçu tout au long de ces deux années, ainsi qu'un grand merci aux médias qui ont envoyé des journalistes en Ukraine et aux journalistes indépendants qui, par leur travail, attirent l'attention sur la guerre au centre de l'Europe et appellent à l'adoption de décisions démocratiques pour soutenir la victoire de l'Ukraine et la fin de la guerre.

Nous vous remercions de votre solidarité, annonçons notre disponibilité et lançons un appel à la coopération !

- **Veillez faire un don au [Fonds de sécurité de la FIJ/FEJ pour les journalistes](#) en Ukraine afin de soutenir les journalistes ukrainiens dans le besoin.**
- **[Pour plus d'informations](#) sur le travail de la FIJ-FEJ pour soutenir les affiliés et les journalistes en Ukraine**

Voir aussi : [Ukraine : "En temps de guerre, les journalistes deviennent la cible d'attaques d'information.](#)

Campagne de solidarité avec l'Ukraine en Écosse : la lutte s'annonce au congrès des syndicats

Source : Page Facebook de la campagne de solidarité avec l'Ukraine en Écosse

(7 février 2024) Le Scottish Trade Union Congress (STUC), qui représente tous les membres des syndicats écossais, vient de publier l'ordre du jour préliminaire de son congrès annuel qui se tiendra à Dundee du 15 au 17 avril 2024. Malheureusement, un certain nombre de conseils syndicaux locaux ont soumis des motions de discussion appelant à la fin de l'aide militaire et autre à l'Ukraine, dont le résultat serait bien sûr la victoire de la Russie et la fin de l'Ukraine en tant que nation indépendante.

L'un des mensonges répétés dans ces motions et réfutés depuis longtemps est que le premier ministre britannique de l'époque, Boris Johnson, a "empêché" le président ukrainien Zelenskyy de conclure un accord de paix avec la Russie en avril 2022. [Voir](https://novaramedia.com/.../no-the-west-didnt-halt.../) <https://novaramedia.com/.../no-the-west-didnt-halt.../>

Si Zelenskyy a écouté Johnson, tout porte à croire qu'il a fini par rejeter cet accord "terre contre paix", car (a) on ne pouvait pas faire confiance à Poutine pour s'y tenir dès qu'il aurait repris les armes après sa défaite militaire aux portes de Kiev et (b) l'opinion publique ukrainienne l'aurait rejeté, comme l'ont fait 82 % des personnes interrogées peu après.

Mais les Ukrainiens n'ont jamais été considérés comme des agents indépendants de leur propre histoire, ni par la Russie coloniale, ni par les membres de certains TUC écossais.

Véhicules et fournitures fournis par le mouvement travailliste au Pays de Galles

Source : Campagne de solidarité avec l'Ukraine

(16 février 2024) Mick Antoniow, membre travailliste du gouvernement gallois, Wayne Thomas, vice-président du NUM au Pays de Galles, Carwyn Donovan, responsable des négociations du [secteur Prospect du Broadcasting, Entertainment, Communications and Theatre Union \(BECTU\)](#), ainsi qu'une délégation du mouvement syndical gallois, ont livré des véhicules et de l'aide au mouvement syndical ukrainien, afin d'aider les travailleurs à résister à l'invasion sur les lignes de front.

Les Ukrainiens ont aidé les mineurs britanniques en grève et sont aujourd'hui aidés à vaincre l'ennemi.

Les 12 et 13 février, une réunion entre les représentants de l'organisation territoriale de Dnipropetrovsk de l'Union des travailleurs du charbon d'Ukraine et la délégation de l'Union des mineurs de Grande-Bretagne - représentants de l'Union nationale des mineurs (NUM) - s'est tenue à Kiev.

Ces jours-ci, des événements consacrés au 40e anniversaire de la grève des mineurs britanniques ont eu lieu dans la capitale ukrainienne. Pourquoi Kiev ? Les mineurs britanniques se souviennent de l'aide apportée par les Ukrainiens en 1984-1985, grâce à laquelle ils ont survécu. Aujourd'hui, ils

sont venus exprimer leur immense gratitude au peuple ukrainien et lui apporter leur aide, car l'Ukraine souffre des attaques de l'agresseur russe.

En outre, les représentants des mineurs britanniques souhaitent rencontrer les personnes qui ont directement participé à ces événements du côté ukrainien et qui ont apporté leur aide aux mineurs en grève en Grande-Bretagne. Car c'est grâce à cette aide que les mineurs en grève depuis un an ont survécu, que leurs familles ont survécu et que leurs enfants ont eu besoin de nourriture. Pendant toute une année, les mineurs britanniques n'ont pas reçu de salaire. Et l'aide des Ukrainiens n'a pas été occasionnelle. Elle a été fournie pendant plusieurs mois, aussi longtemps que le besoin s'en faisait sentir.

"Une fois de plus, nos amis du pays de Galles ont fait preuve de solidarité et ont remis deux véhicules supplémentaires aux forces armées ukrainiennes", a déclaré Serhiy Yunak, responsable du syndicat des mineurs de Pavlograd : "Depuis le début de la guerre, ils ont remis 16 voitures à nos défenseurs. Cette fois, il s'agit d'un multivan et d'une camionnette. Ces véhicules iront sur la ligne de front. Les voitures sont remplies de médicaments, de casques, de talkies-walkies, de tout ce que les soldats du front ont demandé.

"Les Gallois ont confirmé une fois de plus qu'ils ne se lassent pas d'aider l'Ukraine en cette période difficile (fausse information diffusée par la Russie). Au contraire, le désir des Gallois d'aider les Ukrainiens à vaincre l'ennemi détesté s'est accru".



Wayne Thomas du NUM, Mick Antinow et Carwyn Donovan de BECTU remettent le véhicule à Serhiy Yunak, chef du syndicat des mineurs de Pavlograd (Crédit : Cymru).

Lutte des travailleurs au Belarus

- Le prisonnier politique Volha Brytsikava sera jugé le 11 mars à huis clos
- Un syndicaliste condamné à un an de prison pour "incitation à la haine sociale".
- Le chef de la fédération des syndicats pro-régime devient pour la troisième fois député à la Chambre des représentants
- Les détentions massives de militants syndicaux se poursuivent
- Les syndicats suédois et Solidarnast ont discuté de la situation des droits du travail au Belarus.